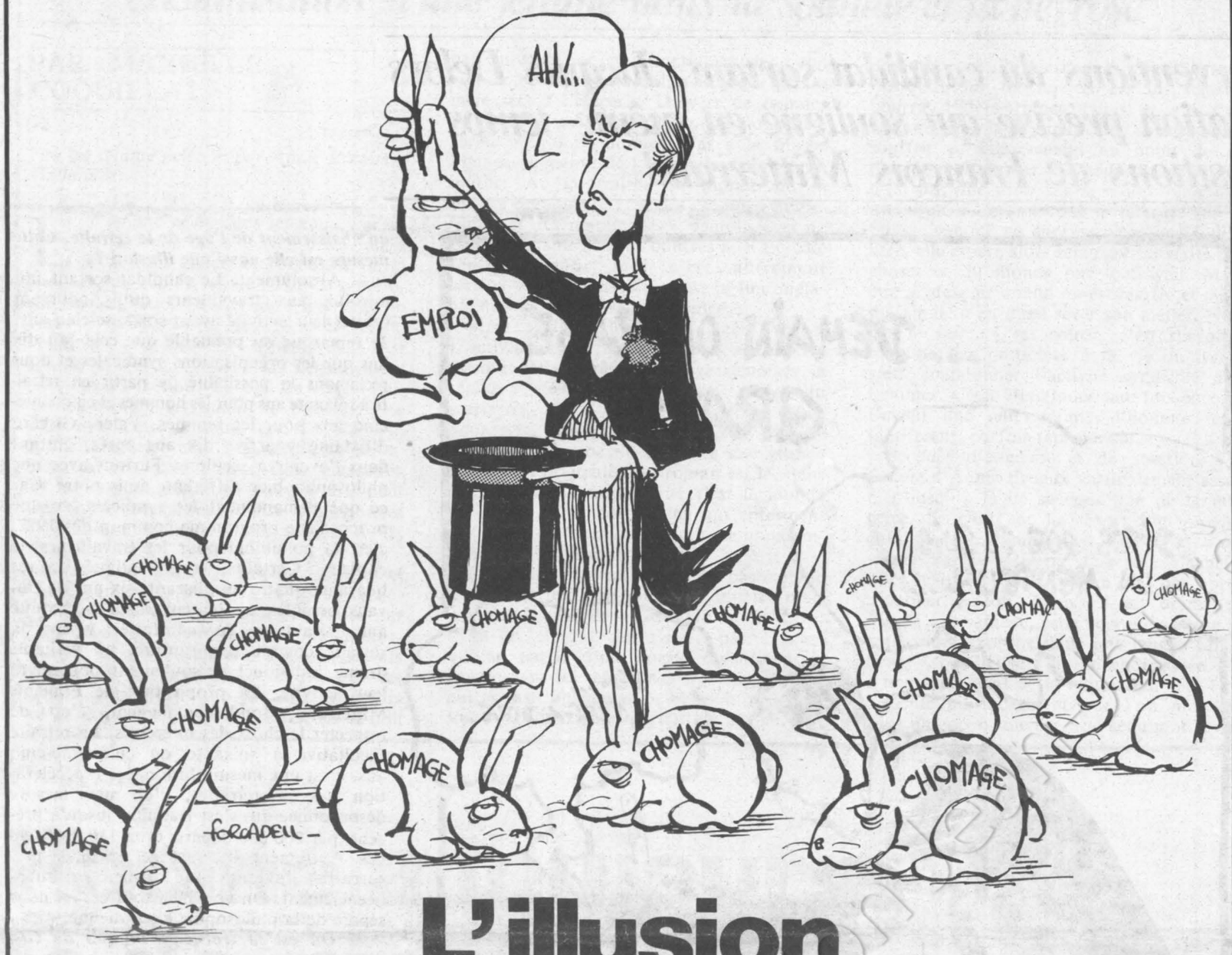
# l'unité

M 2805 - N° 417 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 4 avril 1981


# L'illusion et la cohérence

PAR CLAUDE ESTIER

UN mot est revenu dans la plupart des commentaires qui ont suivi la deuxième grande prestation télévisée de François Mitterrand, et il est important, c'est le mot cohérence. Plus personne n'ose désormais prétendre que le candidat socialiste se cantonne dans le flou ou l'imprécision. Un minimum de bonne foi — et on ne la trouve évidemment ni à « l'Humanité » ni au « Figaro » — oblige à reconnaître qu'il a d'ores et déjà expliqué aux Français ce qu'il ferait et comment il le ferait, une fois élu président de la République.

D'abord l'emploi, a-t-il répété mardi soir au « Grand Débat », en rappelant l'ensemble des mesures qu'il a déjà proposées dans ce domaine. Mais contrairement à Valéry Giscard d'Estaing, qui parle abondamment d'« assurer l'emploi » sans réussir à faire croire qu'il ferait demain ce qu'il n'a pas fait hier, François Mitterrand a clairement souligné — et il y revient dans le long interview qu'il donne cette fin de semaine à « l'Express » — qu'une nouvelle politique de l'emploi est absolument inséparable d'une autre politique économique, dont l'objectif est la relance par la consommation grâce à la revalorisation du pouvoir d'achat des catégories sociales les plus modestes *(voir l'entretien avec Jacques Delors en page 2)*. Que l'ancien ministre Jean-Pierre Fourcade juge cette politique « aberrante », c'est son droit. Le lourd bilan de son passage au ministère de l'Economie et des Finances devrait l'inciter à plus de modestie. On nous pardonnera de préférer le jugement de Pierre Mendès-France, dont même le porte-parole de la campagne giscardienne est obligé d'admettre qu'il « inspire le respect » : « J'ai été intéressé et séduit, a dit l'ancien président du Conseil, par les idées qui ont été jetées dans le débat par François Mitterrand, parce qu'il a cherché à mettre en valeur les moyens que nous possédons d'agir sur la vie économique globale pour l'orienter vers le renouveau dont nous avons besoin. »

Dans son émission de mardi, François Mitterrand a complété la cohérence de ses propositions économiques et sociales par un exposé de la façon dont il procéderait — les électeurs ont le droit de le savoir — au lendemain de son élection. D'abord, un bilan précis du septennat afin qu'apparaissent clairement les déficits laissés par la gestion de Giscard. Dans le même temps, des consultations avec chacune des grandes organisations syndicales et patronales afin d'inciter les partenaires sociaux à engager sans attendre les négociations sur les problèmes qui les concernent directement, par exemple la mise en œuvre de la réduction de la durée du travail. En troisième lieu, prise de décisions par le gouvernement de transition qui serait mis en place en attendant les élections législatives dans les domaines qui ne relèvent pas de la loi, par exemple en matière d'allocation vieillesse, d'aide au logement ou de protection de l'épargne.

Voilà qui est clair et précis. On peut, certes, discuter telle ou telle mesure d'un plan global — à condition de le faire honnêtement et non en truquant les chiffres comme l'a fait Giscard à propos du coût des 210 000 emplois que souhaite créer François Mitterrand dans la fonction publique et les collectivités locales — mais chacun voit bien que le problème aujourd'hui, à trois semaines du premier tour, est politique, et c'est encore Pierre Mendès-France qui a eu le mérite de le poser comme il doit l'être : veut-on, oui ou non, de l'alternance qui est la condition fondamentale du bon fonctionnement de la démocratie ?

Ceux qui ne la veulent pas invoquent tour à tour le désordre dans la rue que provoquerait la direction du P.c.f. (mais croit-on vraiment que celle-ci pourrait déclencher à sa guise des grèves contre un gouvernement de gauche ?) ou le désordre institutionnel qu'entraînerait l'éventualité d'une différence d'orientation politique entre le président de la République et la majorité législative. C'est un vieux refrain que la droite au pouvoir entonne à chaque élection dans le seul but d'y rester. Mais si, comme l'a souligné François Mitterrand, il s'agit bien d'une faille de la Constitution, le prétexte est gros : autant alors déclarer clairement que la gauche n'a pas le droit de gouverner en France et, à la limite, autant supprimer les élections ! En fait, la simple logique conduit à penser que dans la foulée d'une élection présidentielle qui aurait porté le candidat socialiste à l'Elysée, les élections législatives, six semaines plus tard, iraient dans le même sens. Et, même dans le cas inverse, si la difficulté serait plus grande, pourquoi signifierait-elle désordre : n'arrive-t-il pas souvent aux Etats-Unis, pour ne prendre que cet exemple, que le président et le Congrès ne soient pas de la même couleur sans que la démocratie soit pour autant mise en péril ?

Dans son émission télévisée de lundi, Giscard a laissé percer une inquiétude devant ce qu'il appelle « le scepticisme des Français ». Il doit, en effet, constater qu'en dépit du battage fait autour de ses « propositions pour la France » et du relais incessant que leur assurent les médias, il ne parvient toujours pas à convaincre qu'il est le plus qualifié pour mettre en œuvre une politique nouvelle. De plus en plus nombreux sont celles et ceux qui prennent conscience qu'un changement de politique suppose un changement de président. Or, par ce qu'il propose, par la façon dont il le propose, par la tranquille conviction avec laquelle il s'exprime, certain qu'il est d'interpréter une immense volonté populaire, François Mitterrand est bien le seul des candidats qui puisse rassembler une majorité de suffrages pour le changement. Pour la première fois d'ailleurs, les sondages, qui le donnent à égalité avec le président sortant, font apparaître que le plus grand nombre souhaitent qu'il soit élu. Giscard et ses partisans ont tout à fait raison d'être inquiets. ●

## Petit florilège giscardien

***16 avril 1974 (France-Inter) :***

***« Mon programme social sera celui qui ira le plus loin. »***

---

***24 octobre 1974, deuxième conférence de presse à l'Elysée :***

***« Notre problème à l'heure actuelle, c'est de poursuivre la désinflation tout en apportant un soutien nécessaire à l'activité économique et à l'emploi. »***

---

***29 novembre 1975 aux assises nationales des chambres de commerce :***

***« Le plus dur de la crise est derrière nous. »***

---

***4 décembre 1975 (à la télévision) :***

***« Un certain nombre de signes qui ne trompent pas montrent que le creux de la vague est derrière nous. »***

---

***25 mai 1976 (allocution télévisée) :***

***« L'événement le plus important, cette année, c'est la reprise de l'activité économique qui signifie la fin de la crise... Je n'aurai pas la cruauté de rappeler, bien que je tienne ces citations à votre disposition, les sombres pronostics qui avaient été annoncés sur la situation économique et sociale de la France. »***

---

***8 juillet 1977 à Carpentras :***

***« L'objectif est qu'à la rentrée, au couple emploi ou chômage soit substitué le couple emploi ou formation... A la fin de cette année, la France sortira à la fois de la crise et de l'inflation. »***

---

***26 janvier 1978 en Bourgogne :***

***« L'emploi, en particulier celui des jeunes, ne cesse de s'améliorer depuis quatre mois. On nous prédisait un million et demi de chômeurs, ils seront bientôt moins d'un million. »***

---

***19 avril 1979 (à la télévision) :***

***« Le problème, c'est le développement de l'activité économique, il faut que 1979 marque un progrès sur 1978 et la solution du problème de l'emploi suppose une imagination tous azimuts. »***

# Les quatre erreurs, quatre illusions, quatre "emprunts" et quatre refus de Giscard

*Après les dernières interventions du candidat sortant, Jacques Delors lui apporte ici une réfutation précise qui souligne en même temps le bien-fondé des propositions de François Mitterrand*

***« L'UNITE » : Si l'on vous demandait votre premier sentiment après les interventions de Valéry Giscard d'Estaing dans « l'Express », face aux jeunes le week-end dernier et dans l'émission télévisée de l'A.2., que répondriez-vous ?***

JACQUES DELORS : Ma première réaction aux multiples interventions de Giscard d'Estaing, c'est « vive la démocratie ! » En effet, si François Mitterrand n'avait pas retiré du trou profond où il était placé le problème de l'emploi, jamais le candidat sortant n'aurait avancé ses contre-propositions. Sur toutes les déclarations du président sortant il y aurait beaucoup à dire. Pour ma part, j'ai relevé quatre erreurs, quatre illusions, quatre emprunts à François Mitterrand et quatre refus des propositions du candidat socialiste.

***— Quatre erreurs, dites-vous. Lesquelles ?***

— La première est simple et vérifiable par quiconque veut s'en donner la peine. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré que la France s'était mieux comportée que les autres pays ces derniers temps. Et il a sans cesse fait référence implicitement au cas anglais, où d'ailleurs, faut-il le faire remarquer, les ennuis se sont aggravés sous le gouvernement conservateur de Mrs. Thatcher.

Pour la France — hélas ! pour notre pays — le président sortant a tort. En effet, l'Union des industries métallurgiques et minières, une organisation patronale française, vient de publier un bilan économique effectué par un hebdomadaire des milieux d'affaires suédois, « Veckans Affärer », qui a classé les performances des pays industrialisés selon six critères : le taux de croissance, la balance commerciale, la progression des investissements, le taux moyen de chômage, la hausse des prix et l'augmentation des coûts salariaux. Dans ce classement, la France arrive au treizième rang sur... quinze ! Elle laisse derrière elle seulement le Danemark et le Royaume-Uni. Sans commentaire. Point final.

***— C'est donc la première erreur. Vous en avez annoncé quatre.***

— La deuxième erreur du président sortant, c'est d'avoir trop voulu jongler avec les chiffres des créations d'emplois durant son septennat. Parfois, il parle de 550 000 emplois créés. Une autre fois, dans « les Echos » du 31 mars dernier, il parle de 750 000 emplois salariés créés en sept ans.

En réalité, d'après les chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques, du 31 décembre 1973 au 31 décembre 1980, l'économie française n'a créé que 273 000 emplois. Car s'il est vrai que 584 000 emplois salariés ont été créés, en revanche, le nombre des emplois chez les non-salariés a diminué de 311 000. D'où ce solde de 273 000. De toute évidence, Giscard d'Estaing n'a pas voulu faire cette soustraction dans son bilan final.

La troisième erreur du chef de l'Etat porte sur les grands efforts accomplis sous son septennat en matière de formation professionnelle. Là aussi, des documents officiels contredisent formellement ses affirmations. Giscard a souligné, en effet, qu'il n'y avait plus que 95 000 jeunes qui n'avaient pas de formation. En réalité, les chiffres sont différents. Dans un rapport officiel établi par le ministère du Travail en 1980, il est écrit : « On peut donc considérer qu'approximativement 33 à 44 % des jeunes n'ont pas de diplôme, ou un diplôme inadapté pour s'insérer dans la vie active. » Comme il sort chaque année 700 000 garçons et filles de l'école, cela signifie qu'environ 280 000 d'entre eux n'ont pas les moyens nécessaires, ni le savoir, ni le savoir-faire, pour se défendre dans la vie professionnelle.

Puisque je ne suis pas pour rien dans la loi de 1971 sur la formation permanente, je voudrais ajouter que les objectifs de cette loi n'ont pas été réalisés. Je n'en citerai




qu'un exemple : il avait été prévu que l'effort de formation professionnelle des entreprises devrait être porté progressivement à 2 %. Or la taxe, et donc les limites de l'effort imposé aux entreprises, n'est que de 1,1 %.

***— Valéry Giscard d'Estaing n'hésite pas à affirmer que les jeunes sont la chance de notre pays. Aujourd'hui, il leur promet monts et merveilles. Pourtant, rien n'a été fait pour prévoir leur arrivée — c'était pourtant une évidence mathématique — sur le marché du travail et leur éviter de sombrer dans le marasme du chômage ! Comment l'expliquez-vous ?***

— Simplement parce que, pour le président sortant, le terme de programmation n'a aucun sens. Giscard a laissé tombé ce qui restait de la planification française. D'autre part tout son programme, même s'il est obligé aujourd'hui de dire le contraire, considère comme une sorte de malédiction d'avoir beaucoup de jeunes et de travailleurs immigrés. Il doit ignorer que l'un des premiers économistes de notre histoire disait : « Il n'y a de richesse que d'homme. »

***— Quelle est la dernière des erreurs du candidat sortant ?***

— Giscard a relevé le seul chiffre cité par François Mitterrand, c'est-à-dire le coût général des mesures prévues pour recruter 150 000 fonctionnaires et créer 60 000 emplois d'utilité collective. Pour démontrer que ces chiffres étaient faux, le président sortant a pris comme coût d'un fonctionnaire le coût moyen de l'ensemble des fonctionnaires en partant du planton jusqu'à l'ambassadeur en passant par tous ceux qui ont de l'ancienneté. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'il arrive à un chiffre de près de 100 000 F par an.

François Mitterrand l'a dit : il veut recruter des jeunes qui débutent dans la vie active, à un salaire supérieur ou égal à celui que touche la moitié des Français : 3 600 F mensuels. C'est dire combien il rste à faire, au surplus, dans le domaine des inégalités.

Il n'empêche que sur ce point le candidat socialiste, n'en déplaise au président sortant, maintient son chiffre.

***— Vous avez ensuite annoncé que vous aviez aperçu quatre illusions dans les propos de Giscard. Que voulez-vous dire ?***

— Dans son interview de « l'Express », Valéry Giscard d'Estaing, voulant frapper l'opinion, parle d'un million d'emplois qu'il va offrir. Il faut entendre par là un million d'emplois libérés par les départs à la retraite et par le retour chez eux des travaillers immigrés. J'ai eu beau refaire mon addition après son intervention à T.f.1 : le compte n'est pas bon. Giscard a, en réalité, promis la création d'un peu moins de 500 000 emplois. Parce que s'il avait été jusqu'au million, il aurait été obligé d'annoncer un coût très élevé. Ce qu'à l'évidence il ne voulait pas faire.

En effet, il suffit de rappeler son propre chiffre : le coût moyen d'un travailleur qui part en pré-retraite est de 50 000 F. Si, donc, on envisageait 600 000 pré-retraités entre 1980 et 1985, cela impliquerait un coût, en régime de croisière, de trente milliards de francs. Ce chiffre a dû faire peur au président. Pour s'en sortir, il a joué avec les dates et les mots, indiquant le début de l'opération mais n'allant pas au-delà, précisément pour répondre à l'objection d'autres candidats, dont François Mitterrand et Jacques Chirac, sur l'importance des prélèvements obligatoires.

***— Le candidat sortant a aussi annoncé un abaissement de l'âge de la retraite. Cette mesure est-elle aussi une illusion ?***

— Absolument. Le candidat sortant fait miroiter aux travailleurs qu'ils pourront quitter leur activité avant soixante-cinq ans. Je remarque au préalable que cela fait dix ans que les organisations syndicales et nous réclamons la possibilité de partir en retraite à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes. Valéry Giscard d'Estaing y arrive dix ans après, entrant dans l'avenir à reculons. Surtout avec une philosophie bien différente de la nôtre. Car ce que demandaient les syndicats, ce que proposait le programme commun dès 1972, c'est la possibilité pour les travailleurs de choisir. Certains, très fatigués après quarante-quatre ou quarante-six ans de travaux pénibles, souhaitent partir à soixante ans. D'autres, au contraire, vivent la retraite comme une rupture, un véritable drame individuel et souhaitent poursuivre leur activité. La proposition de François Mitterrand, fondamentalement, c'est de respecter le choix des intéressés. La retraite facultative à soixante ou cinquante-cinq ans, c'est une mesure ordonnée. L'accélération des pré-retraites, c'est une mesure désordonnée qui s'est traduite, jusqu'à présent, par 200 000 départs dont 110 000 obligés. Autrement dit, sous cet angle, la pré-retraite devient une forme d'auto-licenciement. On voit bien tout ce qui nous sépare de la philosophie giscardienne.

***— Où est la troisième illusion de Giscard ?***

— Il se félicite des résultats obtenus par les pactes pour l'emploi et parle de les améliorer. Or, en prolongeant les études officielles faites sur les trois premiers pactes, on peut estimer que les quatre pactes pour l'emploi auront permis de créer, ou de sauvegarder, 200 000 emplois. Soit un coût de 55 000 F par emploi s'ajoutant, bien entendu, au coût des salaires par la suite. Quel gâchis !

Parmi les mesures du pacte, certaines méritent d'être poursuivies comme les contrats d'emploi-formation qui existent d'ailleurs depuis longtemps. D'autres sont à proscrire comme les stages de formation appelés par les jeunes à juste titre « formation-parking ». Nous ne critiquons pas au hasard les stages en entreprise : encore d'après les rapports officiels, quatre jeunes sur cent seulement y suivent une formation et quelle formation !

Enfin, il ne faut pas oublier que dans le budget 1980 de la formation professionnelle, les crédits accordés aux formations longues ont été diminués. Cela montre bien la précipitation avec laquelle toutes ces mesures sont préparées, puis mises en œuvre. Cela montre surtout le dédain manifesté par le président sortant pour une véritable formation des jeunes qui devrait permettre de combiner le savoir, c'est-à-dire la culture générale, au savoir-faire, c'est-à-dire à la formation technique.

***— Que faites-vous de la promesse du candidat sortant de relancer la négociation sur l'aménagement du temps de travail ?***

— D'abord, le président affirme froidement que cette négociation a échoué pour des raisons électorales. C'est absolument scandaleux ! Les organisations syndicales se sont battues jusqu'au bout pour aboutir à un accord.

Oui mais voilà : entre les propositions patronales et les propositions syndicales, la balance était trop déséquilibrée dans un sens défavorable aux travailleurs. Le patronat voulait obtenir la possibilité de gérer d'une manière plus flexible la main-d'œuvre. En contrepartie, les syndicats n'obtenaient qu'une légère réduction de la durée du travail. Une telle disproportion n'était pas acceptable.

De toute façon, telle qu'elle était partie, cette négociation ne résolvait aucun des deux problèmes fondamentaux :

• mettre fin à la précarité du statut de nombreux travailleurs. Actuellement,

2,2 millions de salariés du secteur privé — sur un total de 13,2 millions, c'est-à-dire près d'un travailleur sur six — ne savent pas ce qu'ils feront dans trois mois, dans six mois ou dans huit mois. De fait, le patronat a déjà sa flexibilité ;

• permettre la création d'emplois nouveaux en contrepartie de la réduction du temps de travail. Sur ce point, la négociation, vue sous l'angle giscardien, ne prévoyait absolument rien. Or nous l'avons toujours dit : il faut travailler moins individuellement pour travailler plus collectivement. Nous n'allons pas, alors que la crise bat son plein, ne pas retrousser nos manches. Voilà la philosophie de l'effort préconisée par François Mitterrand alors que les mesures préconisées par Giscard d'Estaing s'inscrivent dans un scénario de résignation.

***— Que répondez-vous au président sortant lorsqu'il affirme : pas de diminution du temps de travail sans réduction de salaire ?***

— C'est simple : pour nous, le partage du travail est possible seulement dans le contexte d'une croissance économique retrouvée. Prenons un chiffre raisonnable : une croissance de 3,5 %. Cela représente, par tête, un accroissement possible de 2,5 % du pouvoir d'achat de chaque travailleur. Compte tenu de l'accroissement des effectifs, de la part réservée aux transferts sociaux et aux investissements. Il est acceptable par les organisations syndicales et supportable par les entreprises d'affecter cette augmentation en termes réels de 2,5 % pour une partie, à la réduction du temps de travail, et pour l'autre, à l'augmentation des salaires — modulable selon la hiérarchie, par exemple 2 % en bas et 0,5 % en haut.

Voilà pourquoi le partage du travail est indissociable de la politique économique. Il est évident que dans la prolongation de la ligne Giscard-Barre, ce partage n'est même pas envisageable. D'ailleurs au cours de son émission télévisée, le candidat sortant a fait sur ce point dans le flou artistique parce qu'il est sur la défensive. Il n'a pas d'autres solutions.

***— C'était, donc, la dernière illusion de Giscard. Si nous passions aux quatre emprunts effectués par le candidat sortant à François Mitterrand ?***

— En ce qui concerne la part des prélèvements obligatoires dans le produit national brut qui est actuellement de 42 %, Giscad a dû à son tour s'engager à ne pas les augmenter, voire à les diminuer. On imagine ce que vaut cette promesse quand on sait que la part de ces prélèvements est passée de 36 % à 42 % au cours de son septennat. François Mitterrand s'est engagé à maintenir cette part de prélèvements en les redistribuant autrement, et en modifiant les modalités de perception des impôts et des cotisations sociales, afin d'encourager la création de nouveaux emplois. Mais il n'a pas été jusqu'à dire qu'on pourrait les diminuer. Car c'est impossible. Giscard le sait bien, lui qui a fait cette proposition simplement pour « damer le pion » à Jacques Chirac.

L'introduction de la cinquième équipe envisagée par le président sortant est le deuxième emprunt direct fait au programme du candidat socialiste. Avec cette intention proclamée par Giscard d'Estaing, je crois que l'on atteint au comble de la moquerie et du cynisme.

Je rappellerai qu'en 1978, alors que la restructuration de la sidérurgie battait son plein, la C.f.d.t. a proposé l'introduction de la cinquième équipe dans le travail posté, selon une formule économiquement valable. Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing ont refusé pour ne pas céder sur le principe. Or un poste sauvegardé par la cinquième équipe coûtait sept fois moins cher qu'une pré-retraite accordée à un travailleur partant vers cinquante-cinq ans. A l'époque, Barre et Giscard n'ont pas hésité : plutôt le gâchis que de céder sur des principes ! Pour que Giscard se décide à en reparler aujourd'hui, il faut vraiment qu'il se sente acculé et sur la défensive !

Troisième emprunt à François Mitterrand : l'aménagement du temps de travail. Avec le flou artistique que j'ai déjà évoqué tout à l'heure. Pour Valéry Giscard d'Estaing, cet aménagement implique une réduction homéopathique de la durée du travail sans création d'emplois nouveaux et dans un contexte de stagnation. Pour nous, c'est une réduction plus sensible de la durée du travail avec la création de nouveaux emplois dans un contexte de croissance reprise. Les divergences, en fait, sont totales.

Enfin, le quatrième emprunt fait directement à François Mitterrand — sans le citer, cela va de soi - c'est la promesse de Giscard d'alléger les charges qui pèsent sur les petites et moyennes entreprises et qui, effectivement, les freinent dans leur effort de création d'emplois. C'est une mesure à laquelle nous tenons d'autant plus que les expériences étrangères réussies nous montrent que deux tiers des emplois dans la société industrielle d'aujourd'hui sont créés par des entreprises de moins de vingt personnes.

En faisant ces concessions au programme du candidat socialiste, Valéry Giscard d'Estaing montre combien les propositions de François Mitterrand ont fait mouche.

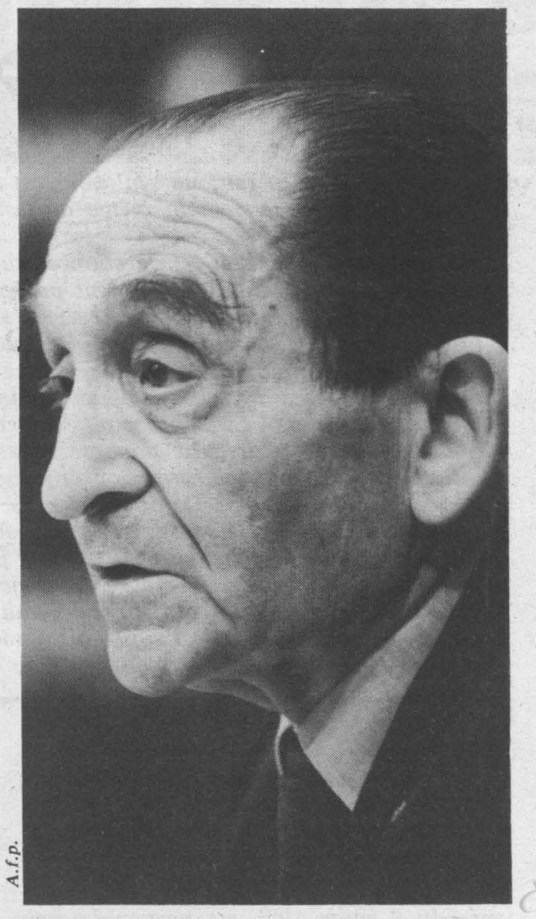
***— Il n'empêche qu'un fossé sépare ces deux candidats. Pourriez-vous dire sur quels points cela devient particulièrement tangible ?***

— Là aussi, j'ai relevé quatre refus qui me semblent particulièrement significatifs :

• d'abord, Giscard ne veut pas créer d'emplois dans la fonction publique. François Mitterrand veut le faire pour — il l'a bien indiqué à plusieurs reprises — répondre à des besoins concrets dont un inventaire sera fait d'une manière rigoureuse. Qu'existe-t-il comme besoins non satisfaits dans les domaines de la santé, de l'action sociale, de l'aide aux familles, des crèches, de la formation, de l'éducation, des transports et des postes ? Nous pouvons raisonnablement affirmer que c'est un volume de 150 000 emplois qui pourraient être créés dans les dix-huit mois suivant cet inventaire. Satisfaire ces besoins, c'est aussi créer de la richesse. Il faut s'insurger contre ce néo-poujadisme qui consiste à considérer comme non productifs les services rendus par l'administration. Non productifs les médecins, les instituteurs, les agents chargés de placer les chômeurs ? Allons donc !

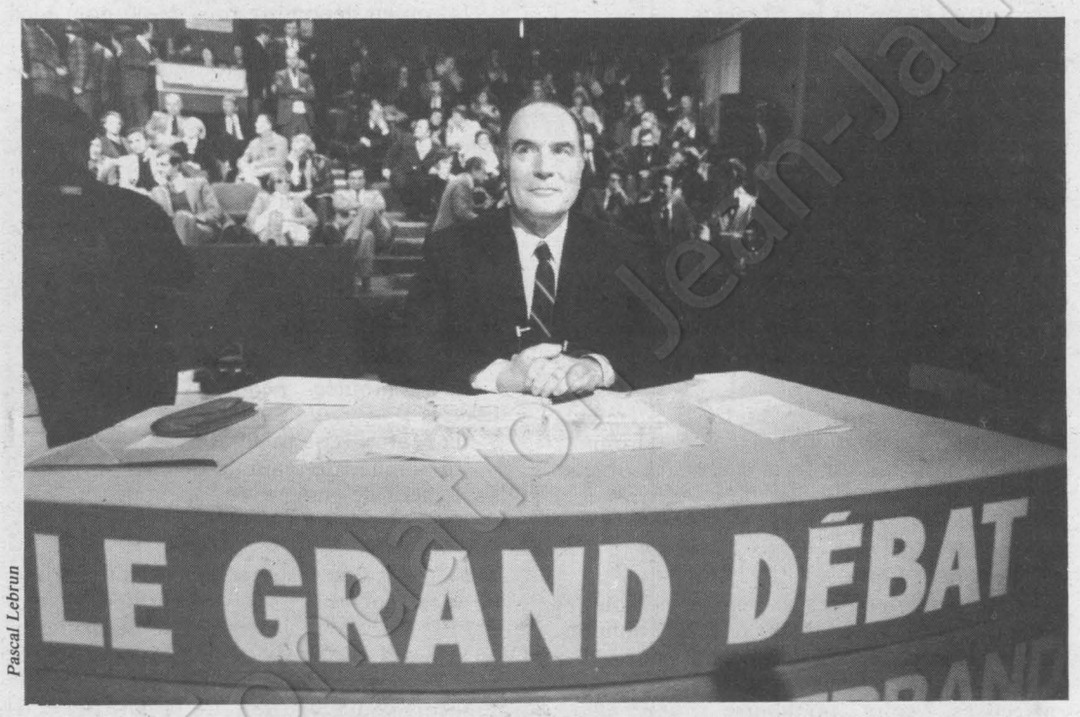
• le deuxième refus, presque dédaigneux de Giscard d'Estaing, porte sur les emplois d'utilité collective. Des expériences ont été tentées dans d'autres pays avec succès.

Ceci permettrait, là encore, de mobiliser des jeunes, de répondre à leurs motivations, de leur permettre de faire des expériences professionnelles et donc de reprendre confiance en eux.



A.f.p.

*Pierre Mendès-France, au CIub de la presse d'Europe 1, dimanche dernier.*




Pascal Lebrun

*François Mitterrand, mardi soir, à T.f.1.*

J'ai analysé, de mon centre de recherche, les expériences étrangères. Bien entendu, il n'y a pas que des réussites. Il y a des échecs. Mais il demeure au bout du compte un fait toujours positif : nantis de cette expérience professionnelle, les jeunes finissent toujours par mieux s'orienter et mieux réussir, même si la réussite n'est pas au bout du premier essai ;

• le troisième refus de Giscard porte sur le partage du travail dont nous avons parlé. Un rappel malgré tout : le passage de quarante à trente-cinq heures de la durée du travail devrait permettre de créer, selon les modalités prises, entre 370 000 et 600 000 emplois. François Mitterrand l'a toujours dit : il faut ouvrir une négociation, d'abord au niveau national puis au niveau des branches et des entreprises pour établir une programmation au plus près des faits et des contraintes.

A ce propos, Giscard a reproché à Mitterrand de ne pas parler du travail à temps partiel. Je viens de signer, avec d'autres camarades, un ouvrage collectif qui a pour titre significatif « la Révolution du temps choisi ». Il s'agit de permettre à chaque travailleur qui le désire de moduler ses horaires de travail. Ce n'est pas une mesure réservée aux seules femmes comme veut le faire Giscard d'Estaing qui ne voit dans le travail à temps partiel qu'un moyen pour les femmes de concilier « leur vie professionnelle et leur vie familiale ». Comme si les hommes n'avaient pas, eux aussi, une vie familiale ! Le temps choisi, c'est pour tous. Ce thème sera donc à l'ordre du jour des consultations qu'entreprendra un nouveau président de gauche ;

• Quatrième refus, sans doute le cœur du débat et la clé de la réussite. Comme l'a dit François Mitterrand mardi soir, les mesures techniques sur l'emploi ne peuvent réussir que dans le contexte d'une croissance retrouvée : créer des emplois pour accroître les richesses disponibles et répondre à des besoins essentiels et non satisfaits, relancer la croissance pour lutter contre les inégalités et relever les défis de la troisième révolution industrielle. C'est pourquoi le dynamisme de la consommation populaire, le soutien à l'industrie du bâtiment et des travaux publics, l'élargissement du secteur public pour stimuler notre productivité et notre compétitivité, l'indépendance énergétique forment un tout cohérent pour lutter à la fois contre l'inflation et le chômage.

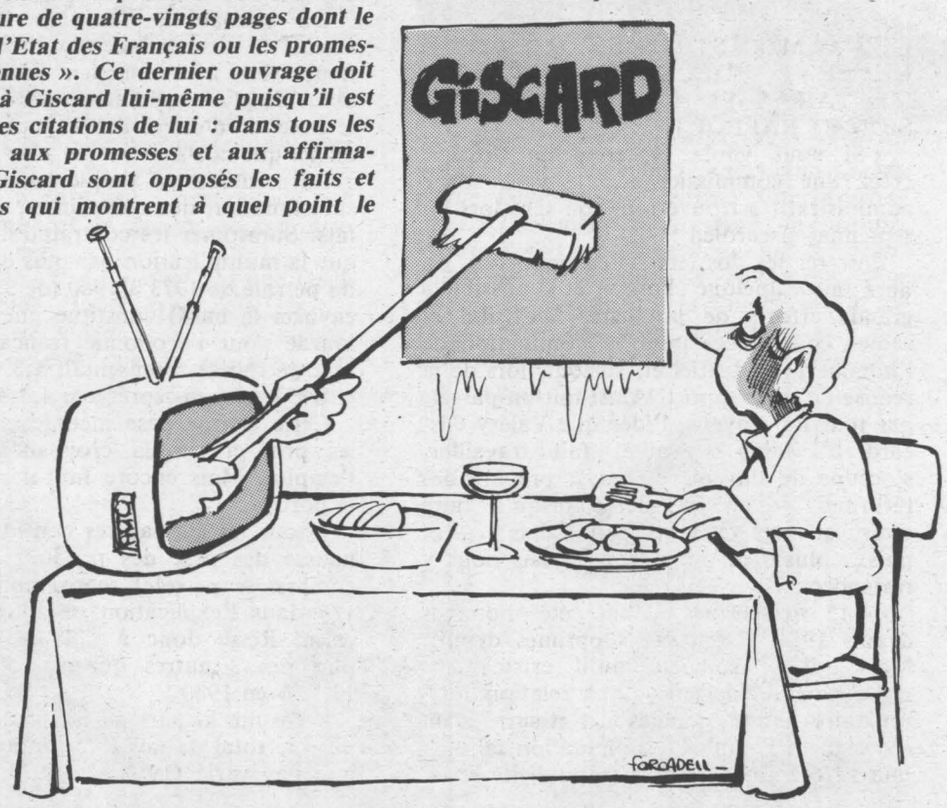
Le social n'est pas l'Armée du salut de l'économique, mais une condition, comme une résultante du progrès économique. Par une relance soigneusement dosée, par une stimulation de la production à des coûts compétitifs, l'autre politique — celle de François Mitterrand — veut non seulement redonner l'espoir et encourager l'initiative mais aussi asseoir solidement le progrès social et l'indépendance économique.

(propos recueillis
par CHRISTINE COTTIN)

# L'Etat des Français ou les promesses non tenues

PAR LIONEL JOSPIN

***EN même temps que Valéry Giscard d'Estaing publiait un livre intitulé « l'Etat de la France », qui prétend dresser un bilan mirifique de son septennat, le Parti socialiste a présenté cette semaine une brochure de quatre-vingts pages dont le titre est « l'Etat des Français ou les promesses non tenues ». Ce dernier ouvrage doit beaucoup à Giscard lui-même puisqu'il est basé sur des citations de lui : dans tous les domaines, aux promesses et aux affirmations de Giscard sont opposés les faits et les chiffres qui montrent à quel point le président sortant a trompé les Français pendant sept ans. Nous publions ci-dessous le texte de la préface de Lionel Jospin et de larges extraits de la seconde partie intitulée « le Dire à la place du faire ».***




*« IL ne faudrait pas que la célèbre chanson « j'ai la mémoire qui flanche, je ne me souviens plus de rien » devienne la règle de notre vie politique. » (Valéry Giscard d'Estaing, le 25 mars 1981 à France-Inter).*

*A l'issue d'un septennat qui fut sans doute le plus désastreux qu'ait connu la France depuis 1940, ceux qui liront le livre « l'Etat des Français » s'étonneront peut-être que nous nous soyons souciés de redonner la parole à qui ne s'est pas privé de la prendre.*

*C'est que le président de la République sortant n'a jamais parlé que pour nous assourdir. C'est qu'il a porté à un niveau inégalé la manipulation des médias la plus efficace, parce que la plus insidieuse, celle qui rend l'information indissociable du bourrage de crâne. Et c'est enfin que le moyen le plus simple de s'en apercevoir, lorsque l'on est comme tout un chacun sans archives, téléspectateurs ou auditeurs sans traces, d'un an sur l'autre et de la campagne présidentielle de 1974 à celle de 1981, c'est de comparer Giscard à lui-même, ce qu'il dit à ce qu'il a dit, ce qu'il a dit à ce qu'il a fait, ce qu'il dit à ce qu'il n'a pas fait.*

***(suite en page 4)***

*(suite de la page 3)*

*Et comme il se trouve que cette histoire n'est pas seulement ni surtout la sienne, mais malheureusement la nôtre, chacun pourra alors en faire le commentaire et en tirer son propre jugement.*

*Pour les socialistes, comme pour beaucoup d'autres, cette histoire qui est celle du chômage et de l'inflation, de l'écrasement des uns et du privilège des autres, des injures faites à la justice et des atteintes portées aux libertés, l'histoire de l'abaissement de la France et de l'angoisse des Français signe l'échec d'une politique.*

*Mais il faut y regarder de plus près.*

*Si l'on compare les promesses du candidat-président aux résultats du président-candidat, l'échec n'est pas mince : entre le « dire » et le « faire » de Giscard, il y a tout simplement le malheur des Françaises et des Français et les mensonges du Pouvoir.*

*Mais cet échec n'en est pas un pour tout le monde. Le chômage de centaines de milliers de travailleurs et de jeunes en quête d'un premier emploi, la faillite de milliers de petites entreprises sont la contrepartie d'une augmentation sans précédent des énormes profits réalisés par les plus grandes entreprises qui n'investissent guère ou investissent ailleurs ; à la stagnation ou à la baisse du pouvoir d'achat des ouvriers et des employés, comme d'un nombre croissant de cadres, répond la liberté des prix qui limite, au profit des plus riches, la liberté de consommer des plus pauvres.*

*La politique économique de Giscard a pour but de redresser les profits au détriment des salaires. Mais, après sept ans de pouvoir, un tel objectif, jadis à demi avoué, est devenu tout à fait inavouable : Giscard, n'a-t-il pas fait la démonstration que les profits d'aujourd'hui, loin de faire « les investissements de demain qui feront les emplois d'après-demain », font les placements à l'étranger de demain, qui feront les importations et les chômeurs d'après-demain ?*

*Cette logique conduit à la société éclatée, à la montée de l'insécurité et au recul de la démocratie, insidieusement remplacée par ce que les chantres du libéralisme avancé appellent le « consensus », qui n'est rien d'autre que la résignation engendrée par la peur.*

*Giscard candidat ne peut pas justifier sa politique par ses objectifs réels, il ne peut que les masquer en échangeant sept ans de promesses non tenues contre le pouvoir de continuer impunément, pendant sept ans encore, à ne pas les tenir. Et comme il a tout lieu de craindre que ce marché-là apparaisse aujourd'hui aux électeurs pour ce qu'il est, c'est-à-dire un marché de dupes, ce n'est plus l'espoir mais bien la peur qu'il invoque pour dissimuler l'imposture.*

*Regardez bien la figure du candidat sortant reproduite à des milliers d'exemplaires sur nos murs. Ecoutez bien son discours et ses promesses, retransmis, reproduits tous les jours des milliers de fois, comme ils le furent, des milliers de jours, depuis sept ans. Jusqu'au 10 mai.*

*Parce qu'il existe une autre politique. Celle des socialistes. François Mitterrand l'incarne, l'explique et la mettra en œuvre.*

LE bilan du septennat est jugé globalement positif par les tenants du giscardisme, professionnels de l'autosatisfaction, et globalement négatif par les Françaises et les Français qui constatent tout simplement les réalités de leur vie quotidienne : le chômage et la vie chère.

Il est un fait politique qui peut permettre de donner un fil directeur à un tel bilan : c'est l'avènement du marketing politique comme système de gouvernement. Le marketing politique est cette méthode qui consiste à considérer les Français comme des consommateurs de politique à qui il faut « vendre » la politique giscardienne. Qu'importe la qualité du produit pourvu qu'il soit acheté !

A partir de là, et sans excès outrancier, on peut affirmer que le principal pour Giscard n'est pas tant ce qu'il fait que ce que les Français croient qu'il fait, que l'important pour lui n'est pas l'impact de son action sur ses concitoyens mais l'intérêt qu'il peut en tirer.

Paraître plutôt que d'être...

Dire plutôt que faire...

Les preuves d'un tel constat se trouvent à la fois dans les moyens, la méthode, des exemples spectaculaires et un rapide tour d'horizon des domaines de l'action politique du président sortant.

## *I - Les moyens du « paraître »*

LE DISCOURS

Au premier rang de ces moyens, il faut citer, bien entendu, le discours de Valéry Giscard d'Estaing, dont la spontanéité est totalement écartée tandis que le moindre mot, la moindre expression a été longuement mûrie, préparée, étudiée et, même, souvent testée.

La déclaration radiotélévisée de candidature du 2 mars 1981 est particulièrement explicite à cet égard.

• Toute l'articulation du discours de Giscard se tient entre le JE (39 JE) et VOUS qui vient créer une complicité, un lien entre Giscard et les Français.

• Les termes « sordides », « politiciens » sont réservés à l'opposition, affublée également de la « haine » et de la « véhémence ».

• L'analyse du contenu montre la tentative (réussie) d'identification de Giscard à la France. (Le président dans l'inconscient collectif des Français depuis le début de la Ve République : c'est la Nation.) Et cette identification porte surtout sur un terme positif, le « courage » (« le travail courageux des dernières années »).

• Les ripostes aux attaques qui lui sont adressées :

— Style monarchique : pour la première fois Giscard apparaît dans un environnement banalisé, d'où sont exclus les objets devenus pourtant familiers aux Français :
— l'horloge Louis XV ;
— le mur à dorures ;
— le bureau Louis XV ;
— la femme de Giscard : image de couple mais aussi « je ne suis pas un homme seul », le clin d'œil aux femmes ;
— monstre froid et glacé : utilisations affectives, voire populaires : « cœur », « délivrance », « d'homme à homme ».

Mais le « dire » au lieu du « faire » est aussi spectaculairement étalé sur la scène politique-spectacle chaque semaine à l'occasion du conseil des ministres. C'est le rôle essentiel du porte-parole de l'Elysée et du communiqué du mercredi : annoncer, présenter, commenter (« vendre ») les travaux du conseil des ministres frisent la malhonnêteté consistant à faire croire qu'on « fait » alors qu'on « envisage de faire », étant entendu que les décisions « prises » alors, outre l'obstacle de la volonté présidentielle et gouvernementale d'application, doivent aussi franchir celui de l'examen législatif !

Qu'importe ! Combien de nos citoyens n'ont-ils pas pris les déclarations du mercredi 13 heures pour argent comptant !...

LES « MONSIEURS QUELQUE CHOSE », « DÉLÉGUES », PARLEMENTAIRES EN MISSION, COMMISSION ET RAPPORTS...

« Si vous voulez enterrer un dossier, créez une commission »... le vieil adage administratif a trouvé tout son sens lors du septennat giscardien !

Enterrer les dossiers ? Peu importe... on aura fait « quelque chose », et si possible à grands efforts de publicité, télévision et radios convoquées pour la nomination de l'homme providentiel et, surtout, lors de la remise de son rapport. Ainsi fait-on passer, par tous les moyens, l'idée que Valéry Giscard d'Estaing travaille, fait travailler, s'occupe de l'avenir du pays, prépare des réformes — on va même jusqu'à faire croire que ces réformes sont faites ! — et puis... plus rien ou presque. Mais nous y reviendrons.

— 15 « délégués » ont été nommés depuis 1974, 6 ont été supprimés depuis. Mais qui se souvient qu'il existe dans notre pays un délégué « aux relations universitaires internationales »... et surtout un « délégué à l'emploi », nomination faite en juin 1976 à grand renfort de publicité !

— 45 parlementaires en mission ont été nommés depuis 1974, ces missions concernant des sujets aussi divers que la mise en œuvre du nouveau permis de conduire, l'hébergement touristique de plein air, le travail à domicile ou les entreprises de travail temporaire.

A chaque fois, on le devine, une catégorie sociale est « ciblée ».

— Quant aux « commissions et missions ponctuelles et temporaires » créées depuis 1974, on en dénombre près de 60 dont plus de 20 n'ont jamais été suivies de rapports. Mais quand on sait à quoi ont servi les rapports qui ont été remis...

Ainsi fleurissent pendant sept ans ces « Monsieurs animaux », « Monsieur prostitution », « Monsieur métiers d'art », ou « Monsieur gens du voyage », perles giscardiennes du « paraître » plutôt que « d'être » (réformateurs).

LES GESTES SPECTACULAIRES

Souvenons-nous du début du septennat :
— le pull-over et le métro ;
— la remontée pédestre des Champs-Elysées ;
— la Marseillaise ralentie ;
— la poignée de main au détenu ;
— le petit-déjeuner avec les éboueurs ;
— les dîners chez l'habitant;
etc.

Tous ces gestes spectaculaires ont disparu de l'emploi du temps giscardien. Pourquoi ? Parce que justement le « paraître » au lieu du « faire » devenait excessif, parce que la mèche était trop grosse... et que les Français risquaient de faire la part des choses.

Pire, certaines « gaffes » spectaculaires sont à porter au passif de Giscard, telle l'extraordinaire observation à la jumelle du territoire israélien à partir des lignes palestiniennes... La spontanéité dépassait le calcul.

Ces gestes spectaculaires ont disparu. Sans doute la campagne électorale les fera-t-elle refleurir.

## *II - Des exemples concrets pour démasquer la méthode*

LA MALHONNÊTETÉ DE LA PRÉSENTATION DES PROBLÈMES GLOBAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

On connaît la rengaine : « Dans un monde en crise et face aux chocs pétroliers, nous avons non seulement limité les dégâts mais, de plus, nous avons réussi à accroître le pouvoir d'achat des Français et à faire mieux que nos partenaires pour l'emploi. »

La méthode est simple : c'est la double surestimation des contraintes, et des résultats. Surestimer les contraintes. Il est exact que la multiplication par plus de 10 du prix du pétrole de 1973 à 1980 (de 3 à 32 dollars environ le baril) constitue une charge très lourde pour l'économie française ; la facture pétrolière représentait 1,3 % du P.i.b. en 1973, elle en représente 4,3 % en 1980.

Cette charge pèse incontestablement sur les prix et sur la croissance, donc sur l'emploi. Mais encore faut-il en relativiser la portée :

• tous les spécialistes considèrent que la hausse des prix des produits importés (y compris le pétrole) rentre pour moins de 1/4 dans l'explication de l'inflation française. Reste donc à Giscard à expliquer plus des 3 autres quarts, soit 10 % sur 13,5 % en 1980 ;

• ensuite la part de la facture pétrolière dans le total de nos importations n'a presque pas varié (19 % en 1974, 20,2 % en 1980). Cela signifie d'une part que la France a su limiter ses importations de pétrole, mais d'autre part que la fameuse contrainte extérieure ne peut être mise sur le compte du pétrole que dans une proportion de 20 %. Il reste 80 % qui traduisent la faiblesse de l'économie française dans de nombreux autres domaines ;

• enfin, le poids de la facture pétrolière est certes lourd en France, mais il l'est tout autant si ce n'est plus dans plusieurs grands pays : France 4,3, R.f.a. 4,1, Italie 5,8, Japon 4,8.

La France n'est donc pas un cas à part et d'autres pays tels le Japon et l'Allemagne fédérale supportent la même charge beaucoup mieux qu'elle, et sont loin de connaître la même inflation et le même déficit extérieur.

SURESTIMER LES RESULTATS ?

• Selon les milieux officiels, le pouvoir d'achat des Français a progressé de plus de 23 % depuis 1974. Cet argument s'appuie sur l'évolution d'un agrégat de la comptabilité nationale : le revenu disponible brut des ménages.

Si l'on veut bien s'en tenir à l'excellent propos tenu par Raymond Barre à la tribune de l'Assemblée nationale (printemps 1980), selon lequel « la question est trop importante pour que nous nous contentions d'analyses incompétentes et de commentaires inexacts », force est de constater que cet agrégat ne traduit pas l'évolution réelle du pouvoir d'achat.

En effet, le revenu disponible brut des ménages inclut les rémunérations des salaires, les cotisations sociales à la charge des employeurs, les revenus des entrepreneurs individuels, les intérêts et dividendes, les fermages, les opérations d'assurance, les transferts sociaux. La variation de l'agrégat lui-même ne permet pas de tirer une conclusion quant à l'évolution de ses composantes, et son augmentation globale peut très bien cacher une diminution de l'une de celles-ci. Il suffira par exemple que l'augmentation des intérêts et dividendes soit supérieure à la régression des salaires. Nous pourrons même obtenir des résultats totalement aberrants : les cotisations sociales, notamment celles à la charge des employeurs, étant comptabilisées au titre des rémunérations des salariés, un alourdissement des prélèvements obligatoires entraînera une progression du revenu disponible brut alors même que le pouvoir d'achat réel aura diminué. Enfin, l'utilisation d'un tel agrégat conduit à laisser de côté la réduction du pouvoir d'achat provoquée par l'augmentation de la pression fiscale ou par la diminution de la durée du travail.

Parler d'un pouvoir d'achat « global » et raisonner sur des quantités brutes n'a guère de sens, car le maintien ou même la progression de celui-ci peut fort bien s'accompagner d'une détérioration de la situation de telle ou telle catégorie sociale : le maintien du pouvoir d'achat d'une catégorie peut résulter de la diminution du pouvoir d'achat d'une autre.

L'évolution réelle du pouvoir d'achat apparaît quelque peu différente des présentations officielles, si l'on examine la situation particulière et réelle des différentes catégories de salariés.

La réalité vécue par les Françaises et les Français, c'est que l'évolution du pouvoir d'achat s'observe en comparant l'évolution du salaire net (celui qu'on perçoit) avec l'évolution des prix.

Ce concret s'oppose brutalement à l'agrégat technocratique de Giscard d'Estaing. ●

# Handicapés : là aussi le "faire" contre le "dire"

*GISCARD, champion des handicapés et de la formation des jeunes ? Un fait, un seul nous est apparu, dans sa brutale clarté, au lendemain même de la prestation télévisée du citoyen-candidat.*

*Dans le Val-d'Oise, il est question de supprimer douze postes et demi de professeurs d'enseignement professionnel dans les trente-quatre sections d'éducation spécialisée du département. L'information prend toute sa saveur si l'on se souvient que ces questions d'éducation spécialisée ont été créées en 1967 à l'intérieur des C.e.s. pour accueillir, chacune, une centaine d'enfants déficients intellectuels légers. Leur objectif : intégrer ces jeunes dans un milieu le moins ségrégatif possible et assurer aux élèves ayant atteint quatorze ans une formation professionnelle à mi-temps avec l'enseignement général. Dans chacune de ces sections, les élèves ont le choix entre quatre options professionnelles. De surcroît, le législateur, par une circulaire de 1973, a prévu la possibilité pour chacun d'eux de progresser à son rythme et de profiter de cette formation jusqu'à dix-sept, voire dix-huit ans. C'était fait avant Giscard. Et l'on ne peut qu'applaudir à une telle initiative.*

*Or, dans le Val-d'Oise, des élèves de ces sections d'éducation spécialisée ayant demandé à poursuivre leur formation après seize ans — comme la loi le leur permet — viennent d'apprendre qu'ils ne seront pas repris dans leurs établissements à la rentrée prochaine. Ainsi, des adolescents et adolescentes parmi les plus démunis vont être jetés à la rue sans formation professionnelle complète, sans espoir d'embauche, trop jeunes pour s'inscrire à l'A.n.p.e. Et bientôt trop vieux, dès qu'ils auront dix-sept ans, pour que leurs parents continuent de toucher les allocations familiales. Jusqu'à présent, les suppressions de postes avaient été justifiées par la baisse d'effectifs d'élèves. Mais jamais par la mise à la porte pure et simple d'enfants scolarisables et, qui plus est, handicapés. Outre le chômage pour des maîtres auxiliaires et la mise à la rue pour des élèves de plus de seize ans, cette diminution de postes va entraîner une formation baclée en deux ans au lieu de quatre, et un moindre choix professionnel pour les élèves restant puisqu'il y aura moins d'ateliers de formation ouverts.*

*Il en avait du cœur, le citoyen-candidat, pour parler des handicapés et des jeunes ! Mais il y a les faits. Qui prouvent tous que Giscard a des raisons d'agir que son cœur ne connaît pas.*

*C.C.*

COMITES DE SOUTIEN

# L'armée des volontaires se met en place

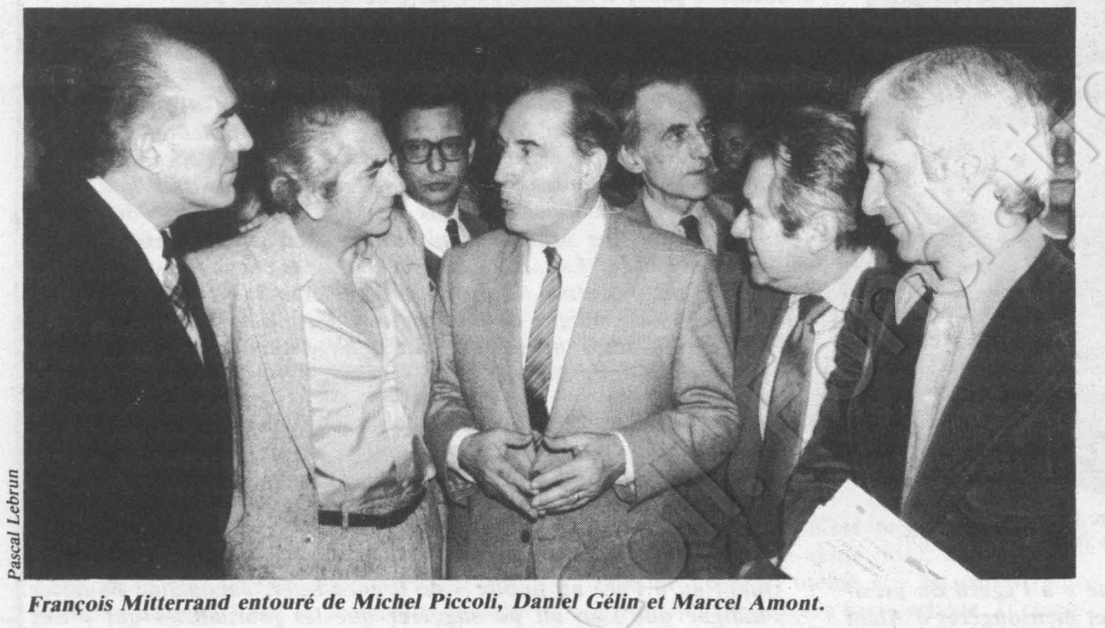
***LA présentation, vendredi dernier, du Comité national de soutien à la candidature de François Mitterrand, avec une première liste de plus de trois cents personnalités de grand renom, a eu un tel écho que plusieurs dizaines d'adhésions nouvelles du même niveau ont été enregistrées en quelques jours. Une deuxième liste est donc déjà en préparation où l'on relève pêle-mêle les noms de Pierre Aïdenbaum, René Allio, Jean-Paul Aron, Georges Audoubert, de la Comédie-Française, Marie-Paule Belle, Ernest Cazelles, Leny Escudero, Claire Etcherelli, René Fallet, Xavier Gélin, René Gilson, Charles Gombault, Claude Helffer, Georgette Lemaire, Roger Louis, Georges Mamy, le peintre Mata, Jean-Marc Thibault, Pascal Sevran, Lucien Sfez, etc.***

***En même temps, une série d'appels « sectoriels » au soutien de la candidature de François Mitterrand, chacun comportant plusieurs centaines de noms, vont être lancés dans les jours prochains par des architectes, des acteurs, des juristes, des chercheurs, des cadres supérieurs, des artisans et commerçants, des agriculteurs, des marins-pêcheurs, des universitaires, des jeunes, des rapatriés, etc.***

***Enfin, dans tous les départements, des comités de soutien locaux sont maintenant en place et contribuent activement, ainsi que le montrent les exemples ci-dessous, à la mobilisation des électeurs autour du candidat socialiste.***

PAR EMMANUELE PLAS

« MAINTENANT nous avons besoin d'un changement, Mitterrand est le seul qui puisse nous l'amener », déclare Jacques Esclassan, ancien cycliste. Maillot vert du Tour de France, en 1977, retiré maintenant dans le commerce des cycles, à Castres (Tarn-et-Garonne), sa ville natale. A trente-deux ans, Esclassan s'est engagé : « Jusqu'ici, dit-il, j'ai fait du sport. J'ai toujours eu mes idées — plus à gauche qu'à droite bien sûr — mais je n'étais pas partisan de les exprimer publiquement. Tant pis si je risque de perdre des clients. Ma femme est d'accord avec moi, on est à une époque où il faut être courageux. Dans ce régime les gens ont peur, sinon dans la ville de Jaurès on serait encore bien plus nombreux au comité de soutien. »



Pascal Lebrun

*François Mitterrand entouré de Michel Piccoli, Daniel Gélin et Marcel Amont.*

Ce comité de soutien, qui comporte actuellement cent douze noms, est présidé par le maire (P.s.) de Castres, Jean-Piere Gabarrou. Ainsi dans tous les départements, dans toutes les villes, dans tous les arrondissements de la capitale se sont créés des comités de soutien à la candidature de François Mitterrand. Véritables patchworks socio-professionnels, les comités rassemblent toutes celles et tous ceux pour qui le changement s'impose.

A Paris, dans le XI[e] arrondissement, le comité, présidé par Georges Sarre, député à l'Assemblée européenne et président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville, a été le premier comité à se mettre en place dans la capitale. Il se veut « une armée de volontaires » mobilisés pour le temps de la campagne. Son action : un « travail à la chinoise », immeuble par immeuble, porte à porte pour convaincre tous ces gens « qui ne doutent pas de la gauche mais semblent résignés ». Parmi les premiers signataires du comité du XI[e], une jeune femme, Corinne Azzouz. Elle est, depuis trois ans, fonctionnaire au ministère des Anciens combattants. En 1979, elle a créé, avec d'autres femmes de l'arrondissement, une association « Femmes et Libertés » qui compte cent-quarante-cinq adhérentes. Soixante-seize de ces femmes ont rejoint le comité de soutien à François Mitterrand : « Pour retrouver notre dignité et nos droits. »

« Femmes et Libertés » tient une permanence, le premier jeudi de chaque mois, à la mairie de l'arrondissement pour « défendre toutes les femmes du XI[e] » en servant notamment de relai entre les services existants et la population féminine : transmettre l'information et faire que les femmes se prennent en charge elle-mêmes. Corinne raconte : « La semaine dernière, en distribuant des tracts sur le marché, nous avons rencontré une jeune femme qui venait des Seychelles. Elle était en France depuis quelques mois, elle ne parle pas notre langue, elle est sans emploi, sans carte de séjour, sans travail. Elle est enceinte et ne veut pas garder l'enfant : la loi n'est pas pour elle, une I.v.g. ne pourra se faire que dans l'illégalité. Cette loi est tellement bien ficelée qu'il est très difficile pour les femmes d'y avoir accès ! Il faut que ça change. »

Dans le XIII[e] arrondissement où le comité est présidé par Paul Quilès et les trois élus socialistes au Conseil de Paris, Marielle Boutonnat, quarante-trois ans, mère de cinq enfants, a rejoint, elle aussi, le comité de soutien : « Si je soutiens Mitterrand c'est parce que je pense que l'alternance est nécessaire. Je crois au mouvement, actuellement tout est figé. J'avais déjà soutenu François Mitterrand en 1974 parce que l'idée socialiste c'est redonner aux gens leur capacité, leur confiance en eux. Je ne milite dans aucun parti mais j'aime la politique : je pense que les femmes ont quelque chose à dire de différent. Il faut se battre contre la morosité. » Responsable de formation à « l'Ecole des parents » — une association loi 1901, organisme technique qui travaille sur le problème du groupe familial — Marielle exerce aussi à « Espace IV » au Forum des Halles. Elle y rencontre des femmes et les informe sur leurs droits, leur apprend à se battre et à ne plus subir : « J'ai remarqué, dit-elle, que dans les municipalités socialistes, on informait les gens et que la transparence, ça existait. »

Aux Ulis (Essonne), le comité est présidé par la maire (P.s.), Paul Loridant. La première liste compte cent noms, une deuxième liste devrait être publiée sous peu. Haïm Bétache, chirurgien-dentiste installé depuis cinq ans, est un de ces nombreux membres des professions libérales qui ont rejoint les comités de soutien : « Je l'ai fait pour essayer de faire avancer la candidature de François Mitterrand. Rien ne va : le chômage et l'injustice — y compris fiscale — règnent à tous les niveaux. Il faut donner une chance à un candidat qui se présente depuis longtemps et voir ce qu'il peut faire. »

Michel Berlinsky, chirurgien, et sa femme Annie font partie du comité de soutien de Saint-Maur (Val-de-Marne) : « Nous avons toujours été de gauche, dit Annie, mais franchement anticommunistes depuis Budapest. Pour nous, il n'y a aucune hésitation possible — nous ne sommes pourtant inscrits à aucun parti — Mitterrand cristallise le désir de changement. Et la démocratie c'est l'alternance. » François Mitterrand

***(suite en page 6)***



Pascal Lebrun

*Alain Bombard à Montmartre avec les élus du XVIII[e] arrondissement de Paris : Claude Estier, Bertrand Delanoë et Daniel Vaillant.*

# Alain Bombard en Bateau... lavoir

*SOIREE printanière, à Paris. Sur la butte Montmartre, tout là-haut, Alain Bombard est venu rencontrer, le 30 mars, ceux qui veulent la sauver. Un périple avec une foule de plus en plus nombreuse dans les vieilles rues qui dominent Paris depuis la place Emile-Goudeau, celle du fameux Bateau lavoir, jusqu'à la rue Lamarck à la hauteur du terrain des sœurs du Cénacle en passant par la rue Gabrielle.*

*Claude Estier, Daniel Vaillant et Bertrand Delanoé, les élus socialistes du XVIII[e] arrondissement au Conseil de Paris, et quelques militants socialistes accompagnaient Alain Bombard. Mais surtout les habitants du quartier étaient venus rencontrer l'océanologue. Pour lui expliquer les problèmes spécifiques de Montmartre : la fragilité du sous-sol et les dangers que lui font courir la promotion immobilière.*

*Alain Bombard fut conduit par le collectif des associations de la Butte devant quelques immeubles en péril. Au 53 de la rue Berthe, l'immeuble a été vidé de ses habitants, les fenêtres étayées par un promoteur qui n'a même pas encore de permis de construire. « Le Clos de Montmartre », rue Berthe aussi, ravissant petit immeuble acheté en 1973, par un promoteur — les anciens habitants ont été relogés... en banlieue — est en danger. Les cinq niveaux de box souterrains construits sans permis se sont remplis d'eau et sont inutilisables. L'eau pénètre dans les fondations : « On est en pleine folie, on attend d'un moment à l'autre la catastrophe, dit Maud Garzon, l'animatrice d'une des associations de défense. Les immeubles voisins se fissurent. Un photographe retraité de la rue Amelot fait remarquer que les sources non captées de la butte s'infiltrent dans les fondations. Les techniciens du bureau de recherches géologiques et minières (B.r.g.m.) estiment d'ailleurs que la rue Berthe est la rue de la butte la plus gravement atteinte. »*

*Rue Gabrielle, on constate l'effondrement de la rue-escalier du Calvaire. Au 43, rue Gabrielle, un immeuble est en construction. Le promoteur a obtenu le permis de construire mais on en n'est même pas encore aux fondations : l'entreprise a dû creuser à une profondeur de quarante mètres et depuis une semaine doit pomper sans cesse l'eau. A-t-on aboutit à une nappe d'eau souterraine comme celles qu'indique par dizaines, avec les anciennes carrières et les grottes, la carte du sous-sol de la butte ? Les voisins ont peur. Des fissures sont apparues sur les maisons mitoyennes. Les associations assurent qu'il n'y a eu aucun contrôle et que l'entreprise travaille sans architecte.*

*Ce ne sont que quelques exemples de la maladie qui atteint depuis quelques années la fragile butte Montmartre. « Vous êtes en état de danger, déclarait Alain Bombard aux adhérents des associations, la butte est un terrain sur lequel s'abat la promotion moderne sans qu'aucune étude géologique ait été faite. » Terrain privilégié de spéculation, en effet : à « la Folie-Sandrin », dernière opération promotionnelle de grande envergure, les appartements coûtent 30 000 F le m². « Des appartements, a remarqué Alain Bombard, qui se vendent sur plan à l'étranger et tant pis pour les futurs propriétaires si ensuite il y a des catastrophes. »*

*Mais les habitants et les élus socialistes se battent contre les promoteurs et aussi contre la mairie de Paris et... gagnent. Il n'y aura pas de parking, sous le square Wilette, au pied des escaliers du Sacré-Cœur. Un combat qui aura duré quatre ans, celui-là. Pas d'immeuble non plus sur le terrain (7 300 m²) des sœurs du Cénacle. Mais chaque jour un nouveau danger surgit : « Il faut surtout ne pas se démobiliser, dit l'animateur de l'Association de Montmartre et du XVIII[e]. »*

*Alain Bombard a constaté aussi, avec Bertrand Delanoé, que la spéculation déshumanise le quartier (appartements murés, expulsions) pour en changer le contexte sociologique. « Vous faites une œuvre de salut public, a déclaré Alain Bombard, car si vous gagnez vous ne gagnez pas seulement pour vous. »*

*Quoi qu'il arrive le 10 mai, le conseiller de François Mitterrand a promis aux habitants de Montmartre de les aider et de donner à leur cause une dimension nationale et internationale.*

*En effet, si la spéculation fait disparaître Montmartre, ses jardins, ses maisons et sa population traditionnelle, Paris ne sera plus tout à fait Paris.* ●

*(suite de la page 5)*

élu, craignent-ils pour leurs « privilèges » ? « Nous sommes des privilégiés et justement cela nous donne le temps de réfléchir. Si nous, nous n'ouvrons pas les yeux, qui va les ouvrir ? La crise est pour tout le monde et mon mari est pour une médecine plus sociale. Nous n'avons ni bonne, ni yacht, ni même une résidence secondaire. Les médecins ne sont plus les privilégiés qu'ils étaient et chaque jour mon mari reçoit des lettres de jeunes médecins qui lui demandent de faire « des petits boulots » dans la clinique où il travaille. Après dix années d'études ! »

Dans les entreprises, dans les services publics, des comités de soutien se sont mis en place aussi. A la Banque de France, un comité a été créé, au plan national ; une première liste a réuni cent vingt noms. La deuxième liste en comptait deux cent cinquante, vingt-quatre heures après son lancement. Ceux d'employés de tous les comptoirs, de l'imprimerie de Chamalières, de la papeterie de Vicq-le-Comte, de l'annexe des titres de Poitiers, du laboratoire d'essais de Puteaux. Julien Escuyer, cinquante-quatre ans, directeur adjoint de première classe, travaille au cabinet de la caisse générale à Paris. Il explique pourquoi il a adhéré au comité de soutien : « Mes idées sont celles du Parti communiste, auquel j'ai appartenu, mais j'estime qu'actuellement le P.c. ne mène pas une politique satisfaisante. L'unité est nécessaire, j'étais un fervent partisan du Programme commun. Je n'étais pas d'accord avec le Parti communiste dans la rupture de l'union, ce qui ne signifie pas que je partage tous les points de vue de la social-démocratie. Depuis trente-cinq ans j'attends que la gauche arrive au pouvoir, si elle n'y parvient pas, c'est de sa faute, ce n'est pas à cause d'obstacles extérieurs. Pour ce scrutin, c'est François Mitterrand qui représente le mieux ce que j'attends d'un président. Je pense que son élection changerait le cours des choses. »

Maurice Fraysse, lui, est employé au service social de la Banque de France. Syndiqué à la C.g.t., militant au P.c. depuis 1947, il a assuré d'importantes responsabilités au bureau fédéral de la Sarthe. En septembre 1977, après la rupture de l'union de la gauche, il a quitté le Parti communiste : « Pendant trente ans je m'étais battu pour l'union de la gauche, j'ai été très déçu par l'attitude de mon parti. » Où en est Maurice Fraysse aujourd'hui : « Je suis en pleine traversée du désert mais j'ai l'habitude de prendre mes responsabilités. Aussi je souhaite que les gens votent utile et j'appelle à voter pour François Mitterrand dès le premier tour. Dans la mesure où le P.c. perdra son audience auprès de son électorat, il sera moins arrogant et moins exigeant à l'égard du P.s. Il sera obligé de tenir compte de la volonté populaire. Dans la mesure où le P.c. verrait son influence maintenue ou renforcée ce ne serait qu'au détriment de l'union de la gauche. Toute ma vie, je me suis battu avec la nostalgie du Front populaire et je pense que l'union de la gauche est la seule solution à nos problèmes. »

Marie Piery a quarante-cinq ans, elle est inspectrice aux P.t.t., à Paris. Son fils de dix-neuf ans va passer le bac. Elle n'appartient à aucun parti politique, elle n'est pas syndiquée : « Je voudrais que dans les syndicats ça se passe autrement. Et puis je ne suis pas très disciplinée. Mais ça ne change rien à ce que je pense. » Pourtant elle apporte son soutien à la candidature de François Mitterrand : « C'est l'organisation que j'aime, même si je ne suis pas d'accord sur tout. En 1974, j'ai déjà voté pour lui. Quand on est fonctionnaire on ne peut être que contre Giscard : il démantèle le service public. Notre industrie est bradée, on n'est pas tranquille. Il faut que ça change. »

Alain Dauriac est agent d'exploitation aux P.t.t. dans le Lot-et-Garonne. « Bloqué à Agen » comme il dit : il aimerait bien travailler à Villeneuve-sur-Lot où il est né mais il n'y a pas d'emplois. A Villeneuve, il dirige le club de jeu à XIII : « Giscard, c'est l'homme des promesses non tenues. Pour un fonctionnaire c'est la baisse du pouvoir d'achat, l'aggravation des conditions de travail : manque d'effectifs, automatisation à outrance. Dans ce qu'a fait Giscard tout est négatif, le contraire de ce qu'on peut espérer. Et tout le monde s'aperçoit que son but unique à lui et à ses amis c'était le profit. Pour eux bien sûr. Mes idées me rapprochent plus du P.s. que du P.c. et je pense qu'il faut que ça change, alors je soutiens Mitterrand. »

D'autres, habitant d'autres lieux, travaillant dans d'autres entreprises, des plus jeunes, des retraités, des artisans, des chômeurs expliqueraient différemment pourquoi ils se sont engagés. Mais si les motivations sont différentes pour chacun, le but est bien le même pour tous : une autre politique. ●

# La force de frappe du Pouvoir au service du "candidat citoyen"

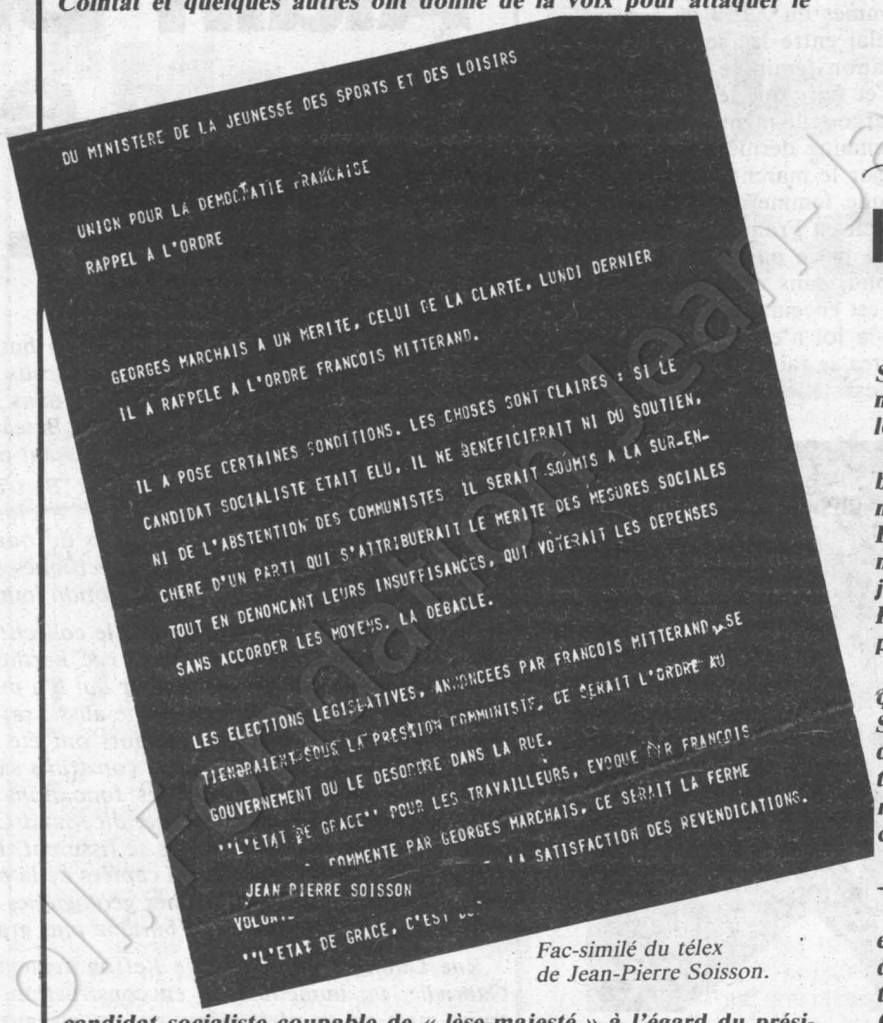
PAR EMMANUELLE PLAS

***La fiction du citoyen-candidat Valéry Giscard d'Estaing n'aura pas vécu longtemps. Dès le premier jour, il est apparu clairement que le président sortant n'est pas un candidat comme les autres et que tous les moyens du Pouvoir sont mobilisés à son service, qu'il s'agisse des médias audiovisuels, des membres du gouvernement, des préfets ou des services de police. Gaston Defferre a justement dénoncé, il y a quelques jours, cette utilisation abusive des services de l'Etat. Non seulement il n'a reçu aucun démenti, mais plusieurs faits sont venus confirmer ces derniers jours qu'il y a bien d'un côté le « candidat officiel » et de l'autre tous les autres (1).***

***Comment expliquer, par exemple, que dans plusieurs quartiers de Paris, et notamment sur les Champs-Elysées, des policiers veillent en permanence près des grandes affiches de Giscard afin que nul ne s'avise de les recouvrir ?... ce dont les colleurs giscardiens ne se privent pas vis-à-vis des affiches de François Mitterrand.***

***Comment expliquer encore l'exceptionnelle mobilisation policière que l'on a constatée samedi Porte de Pantin pour éviter toute manifestation qui aurait pu contrecarrer la belle ordonnance du premier grand meeting de Giscard ?***

***En ce qui concerne les ministres, trois d'entre eux, on le sait, ont démissionné, en emmenant d'ailleurs avec eux plusieurs membres de leur cabinet, pour se consacrer à la campagne. Mais ceux qui n'ont pas démissionné ne s'y consacrent pas moins. On a pu le constater après la première grande émission télévisée de François Mitterrand lorsque Raymond Barre, Jean François-Poncet, Michel Cointat et quelques autres ont donné de la voix pour attaquer le candidat socialiste coupable de « lèse-majesté » à l'égard du président. Sans parler des interventions répétées et mensongères d'Alain Peyrefitte après la prise de position de François Mitterrand contre la peine de mort.***


DU MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DES LOISIRS

UNION POUR LA DEMOCRATIE FRANCAISE

RAPPEL A L'ORDRE

GEORGES MARCHAIS A UN MERITE, CELUI DE LA CLARTE. LUNDI DERNIER IL A RAPPELE A L'ORDRE FRANCOIS MITTERAND.

IL A POSE CERTAINES CONDITIONS. LES CHOSES SONT CLAIRES : SI LE CANDIDAT SOCIALISTE ETAIT ELU, IL NE BENEFICIERAIT NI DU SOUTIEN, NI DE L'ABSTENTION DES COMMUNISTES. IL SERAIT SOUMIS A LA SURENCHERE D'UN PARTI QUI S'ATTRIBUERAIT LE MERITE DES MESURES SOCIALES TOUT EN DENONCANT LEURS INSUFFISANCES, QUI VOTERAIT LES DEPENSES SANS ACCORDER LES MOYENS. LA DEBACLE.

LES ELECTIONS LEGISLATIVES, ANNONCEES PAR FRANCOIS MITTERAND, SE TIENDRAIENT SOUS LA PRESSION COMMUNISTE. CE SERAIT L'ORDRE AU GOUVERNEMENT OU LE DESORDRE DANS LA RUE.

''L'ETAT DE GRACE'' POUR LES TRAVAILLEURS, EVOQUE PAR FRANCOIS COMMENTE PAR GEORGES MARCHAIS, CE SERAIT LA FERME LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS.

JEAN PIERRE SOISSON

VOLON...

''L'ETAT DE GRACE, C'EST ...

*Fac-similé du télex de Jean-Pierre Soisson.*

***Un autre ministre, Jean-Pierre Soisson, est même allé plus loin en faisant adresser la semaine dernière à plusieurs journaux, sous sa signature, un télex à en-tête du ministère de la Jeunesse et des Sports, n° télex Jeusport 810 882 F (fac-similé ci-contre), contenant des attaques contre François Mitterrand et appelant les élus locaux à jouer « la carte de l'unité de la majorité ».***




**le sous-préfet ~~aux champs~~**
*en pleine campagne*

***C'est le même Soisson qui a été désigné pour aller porter la bonne parole giscardienne à la Guadeloupe tandis que quatre membres du gouvernement, Plantier, Hoeffel, Méhaignerie et Beullac seraient mobilisés respectivement pour la Guyane, la Polynésie, Saint-Pierre et Miquelon et la Nouvelle-Calédonie. Ce qui justifie la question écrite que vient de déposer le député socialiste Raymond Forni pour demander si les représentants de l'opposition pourront aussi bénéficier de vols gratuits pour les Dom-Tom.***

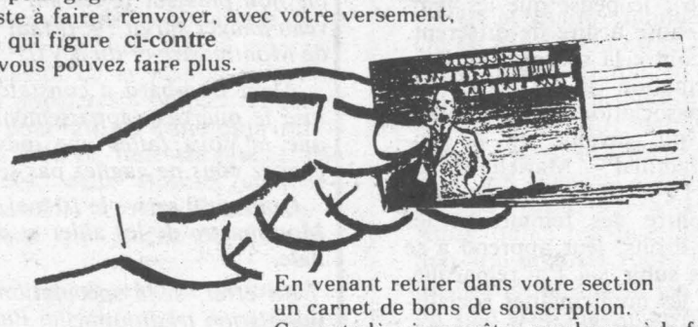
***Evoquant une brochure qui circule actuellement dans Paris et qui le présente, non pas, comme il l'a dit, comme l'agent des Soviets, mais comme « le candidat du Kremlin », Valéry Giscard d'Estaing s'est indigné en interrogeant « qui paie ? ». Bonne question, certes, mais ne peut-on aussi lui demander qui paie cette mobilisation ministérielle au service d'un prétendu citoyen-candidat ?*** ●

---

***(1) Giscard prétendait même que les grandes émissions de radio et de télévision auxquelles il participe soient organisées suivant ses désirs. Il a dû finalement y renoncer aussi bien pour « Cartes sur table » à Antenne 2 que pour le Club de la Presse d'Europe 1. Quant au « Face au public » de France-Inter, Jacqueline Baudrier s'indigne que l'on ait pu suggérer que les journalistes qui y ont interrogé le président sortant aient été triés sur le volet. On lui fera remarquer cependant qu'aucun journaliste de gauche n'avait été pressenti. Depuis que cette émission existe, la presse socialiste n'y a d'ailleurs été invitée qu'une seule et unique fois, l'an dernier, lors d'un passage de Jacques Chirac !***


# Faites ce geste pour la victoire.

Vous le savez, nous n'avons pas les moyens de Giscard.
Alors, pour gagner, nous avons besoin de vous.
Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement,
le bon qui figure ci-contre
Mais vous pouvez faire plus.



En venant retirer dans votre section
un carnet de bons de souscription.
Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire,
peut avoir une influence décisive
sur l'issue de notre combat. Nous comptons sur vous.

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse ..... F

Chèque au nom de « Pierre JOXE - Campagne présidentielle »
Parti socialiste 10, rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07


## L'agenda de la campagne

***VENDREDI 3 AVRIL : Meetings de François Mitterrand à Bastia et Ajaccio.***

***SAMEDI 4 AVRIL : Visite à Cavaillon (Mouvement coopératif) et réception à Avignon (Salle des Fêtes).***

***DIMANCHE 5 AVRIL : François Mitterrand au Club de la presse d'Europe 1 (19 h).***

***LUNDI 6 AVRIL : Visite à Merlebach, meeting à Metz.***

***MARDI 7 AVRIL : Visite à Alençon, meeting à Caen.***

***MERCREDI 8 AVRIL : « Face au public », France-Inter (19 h 15).***

***JEUDI 9 AVRIL : Visite dans la Mayenne, meeting à Brest.***

***SAMEDI 11 AVRIL : Visites à Bagnols-sur-Cèze, Béziers, Carcassonne et meeting à Perpignan (22 h).***

***DIMANCHE 12 AVRIL : Meeting à Dijon (16 h 30).***



# Le cauchemar américain

PAR GUY PERRIMOND

FIGEE devant les écrans de télévision, l'Amérique s'est retrouvée, lundi, projetée dans le passé. Durant trois longues heures les Américains ont revécu — ou vécu — ce 22 novembre 1963 lorsque, tombant sous les balles d'un ou de plusieurs tueurs, on ne sait toujours pas, John Kennedy révélait brutalement à ses concitoyens que leur pays était « malade ».

Depuis, rien n'a aidé les Américains à oublier, à enterrer leurs vieux démons, bien au contraire. Les tentatives d'assassinats ou les assassinats de candidat à la présidence ou de président se sont poursuivies. La violence habite toujours cette société qui se veut pourtant modèle. Une violence parfois « gratuite » : ce n'est ni César ni Henri IV que l'on veut tuer ou que l'on réussit à abattre. C'est une image, la représentation d'un mythe qui fonctionne toujours, mais de plus en plus mal.

Etonnés, les Américains tentent de comprendre. Depuis John F. Kennedy, le héros assassiné — et peut-être héros parce qu'assassiné — ils ont vu Lyndon Johnson, le mauvais Macbeth, et son vice-président Spiro Agnew, baptisé le prévaricateur, puis Nixon le tricheur, Gérald Ford la pâle doublure, Carter l'exorciste, se succéder au pouvoir. Tous ont promis un retour aux sources, au droit, à la pureté, à la grandeur. Mais ce fut le Vietnam, Watergate, la crise, l'Iran. Enfin Reagan, jouant les pères rudes, sévères mais souriants, venait promettre la fermeté, l'effort et la grandeur. Et il a suffi d'un « déséquilibré » pour qu'une société comprenne que rien n'avait changé et que le pire, la honte et la peur étaient là, présents, actuels.

« On a voulu tuer un père. Mais il est ressuscité. » Cette réaction formulée après que les médecins aient déclaré officiellement Reagan hors de danger laisse penser qu'auréolé par son martyre, l'actuel président aura, sinon plus de pouvoir, un ascendant plus grand sur ses concitoyens : victime expiatoire il a su faire preuve de courage, cette vertu des « hommes de la frontière » dont rêvent les habitants des grandes villes et des banlieues. La sensiblerie de l'opinion publique américaine fera le reste. Et le nouveau président qui voyait déjà sa cote de popularité s'effriter va gagner plus qu'un délai.

Mais l'essentiel n'est pas là. Pas même dans les armes en vente libre, dans le puritanisme général, même s'il est orné d'une permissivité d'ailleurs fort variable. L'essentiel réside dans le mauvais « état de l'union », dans cette société — et la nôtre n'en est pas loin — où les références à la morale demeurent individuelles, mais où le capitalisme, ce que les économistes ont appelé le règne de l'échange a laminé l'éthique collective, a rendu nos sociétés incapables d'accorder la fin et les moyens. Certes John Hinckley, le tireur, a été présenté comme un « homme quelconque ». Après un passage dans un groupuscule néo-nazi, un traitement psychiatrique, après avoir été arrêté l'année dernière en possession d'armes à feu lors d'une visite de Jimmy Carter dans le Tennessee, ce fils de bonne famille est allé au bout de son rêve, de ses peurs. Mais s'il suffit d'un déséquilibré pour abattre un homme, la longue suite de tentatives, réussies ou non, d'assassinats s'inscrit dans une tout autre logique. Celle justement baptisée par Michel Crozier « le Mal américain ».

De l'autre côté de l'Atlantique on a cru très vite qu'il suffisait que le droit soit écrit, que l'économie se développe, que le citoyen s'occupe des affaires de la cité pour que le monde devienne meilleur. Mais pour le croire il a fallu, pour un temps, oublier les Indiens spoliés, les Noirs parqués, le Vietnam bombardé. L'Amérique parlait de morale, mais soutenait les dictatures, muselait tout le sud du continent considéré comme une chasse gardée. Mieux, depuis 1974 l'économie américaine ne demeure puissante que grâce aux profits de l'empire rapatrié. Cette contradiction entre l'individu et la société ne pouvait que multiplier les déséquilibres, le mythe de la force et de l'efficacité ne pouvait que pousser les « déséquilibrés » à passer à l'acte. Et le rôle même du président, ce symbole vivant des Etats-Unis, élu parfois en affirmant « je ne connais rien à la politique » comme Jimmy Carter, ne pouvait qu'attirer sur lui les balles de ces déséquilibrés.

Les six coups de feu de lundi auront douloureusement rappelé aux Américains que la puissance de leur pays se double d'une fragilité réelle. Et cette fragilité n'a de cause qu'interne, dans les structures d'une société plus dure qu'il n'y paraît, dure avant d'être violente, violente parce que dure. Et à exalter la puissance de leur pays, à répudier les « errements » de la vieille Europe, à se satisfaire de fantoches ou de colonels arrogants, les Américains, sans le percevoir, ne font qu'accroître le mal qui taraude leur société.

Car la loi du plus fort, l'exaltation de la force ne peuvent demeurer exclusivement à usage externe. Le bien et le mal désignés, le puritanisme ambiant donnant au bien une coloration très particulière, qui se résume très souvent dans la réussite, ne peut que fabriquer à la chaîne des « déséquilibrés » ceux qui tirent sur les présidents, ceux qui mitraillent leur voisin, étouffent les enfants noirs d'Atlanta.

Lundi, face à leurs écrans, c'est peut-être à cela que songeaient bon nombre d'Américains. A leur démocratie, toujours réelle dans les localités mais souvent malmenée à Washington. A la longue liste de présidents dont l'histoire retiendra les défauts, une liste qui pèse aussi lourd que celle des attentats, et qui dans une certaine mesure l'explique. ●

# Ce n'est pas le moment d'abandonner l'Espagne

*APRES avoir été le théâtre de la tentative de coup d'Etat du 23 février, le palais des Cortès à Madrid a abrité le week-end dernier une manifestation d'un tout autre ordre : celle par laquelle les socialistes européens, en l'occurrence les membres du Bureau du groupe socialiste à l'Assemblée de Strasbourg, sont venus témoigner de leur solidarité avec les socialistes espagnols et, au-delà, avec l'ensemble des forces démocratiques d'Espagne.*

*Solidarité d'autant plus nécessaire qu'en dépit de l'échec du putsch, dû essentiellement à la fermeté dont a fait preuve le roi Juan Carlos — qui a tenu à recevoir personnellement la délégation des socialistes européens —, de profonds motifs d'inquiétude demeurent. La non-épuration de l'armée et des cadres de l'administration continue à faire peser en permanence sur la jeune démocratie espagnole une menace, elle-même alimentée par le terrorisme de l'Eta qui fait chaque jour de nouvelles victimes et qui fournit des arguments aux partisans d'un pouvoir autoritaire.*

*Face à cette situation, la direction du Psoe avait proposé la constitution d'un large mouvement de coalition mais s'est heurtée au refus de l'U.c.d. qui a préféré conserver le pouvoir pour elle-même avec le nouveau gouvernement dirigé par Calvo Sotelo. Mais, en même temps, une sorte de « front démocratique » s'est constitué entre les partis représentés aux Cortès dont les socialistes européens ont pu avoir une illustration lors du déjeuner offert en leur honneur par Felipe Gonzalez et auquel assistaient Santiago Carrillo, secrétaire général du P.c.e., les porte-parole de l'U.c.d. et du parti de droite de Fraga Iribarne ainsi que plusieurs directeurs de banque et représentants du patronat espagnol peu soucieux apparemment de voir leur pays retomber dans un régime de dictature.*

*Tous les partis espagnols sont d'accord pour considérer que l'intégration de l'Espagne à la Communauté économique européenne constituerait sinon une panacée contre un tel danger, du moins un obstacle majeur contre les entreprises des nostalgiques du franquisme. C'est en ce sens que l'ensemble de la grande presse espagnole se montre très critique envers la politique de Valéry Giscard d'Estaing accusé d'avoir renvoyé l'élargissement de la C.e.e. aux calendes « par pur électoralisme ». Exprimant leur entière solidarité aux représentants du Psoe, Claude Estier, Gérard Jaquet et Georges Sutra ont rappelé la position du P.s. français, favorable politiquement à l'entrée de l'Espagne mais exigeant que soient trouvées les solutions nécessaires aux problèmes d'ordres économique, social et régional que pose cette entrée. Position d'autant mieux comprise par Felipe Gonzalez et ses amis que l'intégration de l'Espagne au Marché commun soulève également de sérieuses questions du côté espagnol. Le tout est de savoir s'il existe une volonté politique de les résoudre, ce dont ne témoigne pas l'attitude du gouvernement français actuel peu préoccupé, semble-t-il, de contribuer à la défense et au renforcement de la démocratie au-delà des Pyrénées.*

*A.V.*

# Vous voulez que "l'Unité" vive...

***Avec l'accélération de la campagne présidentielle, nous enregistrons une sensible remontée des abonnements à « l'Unité », dont beaucoup couplés avec le quotidien « Combat socialiste ». La vente militante est également en nette progression.***

***En cette période cruciale, nous demandons aux sections, aux militants, aux sympathisants de s'organiser pour faire de nouveaux abonnés et développer encore la diffusion militante de l'hebdomadaire du Parti dans la campagne présidentielle.***

*Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de*

l'unité

*10, rue de Solférino 75007 PARIS*

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ○
- abonnement de six mois (120 F) ○

abonnement couplé à « Combat socialiste » et à « l'Unité »

Un an (650 F) ○
Six mois (360 F) ○

et vous adresse la somme correspondante

○ par chèque bancaire

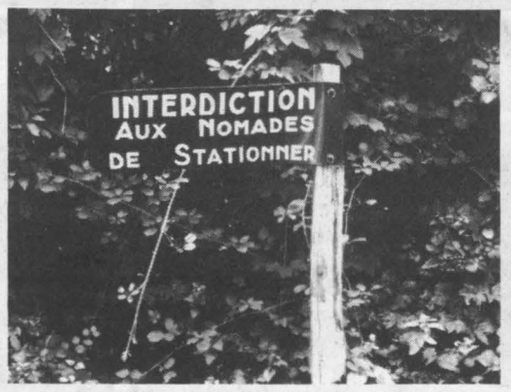
○ par chèque postal

○ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

***Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.***

Date Signature









Sygma

*Jeune manifestant lundi dernier à Paris.*




*Le tract du P.c.f.*

P.C.F.

# "Mon pote le gitan" n'est pas content

## *Après les immigrés à Vitry, la drogue à Montigny, le P.c.f. s'en prend maintenant aux Gitans à Rosny... à qui le tour ?*

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

DANS la série « Jusqu'où vont-ils aller ? », la campagne de délation du P.c.f. a porté cette semaine sur les nomades. Gitan ? Ah la jolie victime ! Toute désignée : voleur, menteur, violeur... Toutes les calomnies racistes sont ressorties pour l'occasion dans un tract signé par le P.c.f. pour demander à la population d'exiger du préfet le départ des nomades de Rosny.

Un campement de nomades s'y était installé depuis quelque temps. Au grand déplaisir de la municipalité. Elle a trouvé le bon moyen de les faire partie, selon la technique déjà éprouvée à Montigny-les-Cormeilles : tract incitant la vindicte populaire à s'exprimer. On y lit que, depuis l'arrivée des nomades, « on ne compte plus les vols, le rackett à la sortie des écoles, jusque dans leurs magasins les vendeuses ont des problèmes. Les parkings sont moins sûrs qu'avant, les actes de délinquance se multiplient... » Le préfet refuse d'intervenir, se plaint encore le tract, avant de se faire menaçant : « Que se passera-t-il quand un père de famille décidera de venger sa fille ? Que dira le préfet quand les vendeuses de Rosny II seront agressées ? »

La police est effectivement venue déloger les gitans, pressés d'éviter tout affrontement. « Par chance, la population n'a pas réagi », constate un des déménagés.

Mais la communauté Rom a décidé de ne pas laisser passer l'affaire. Le 30 mars, ses délégués défilaient de la Nation à la Bastille, pour en appeler au peuple français et à la liberté, pour attirer l'attention sur la condition qui leur est faite en France. Sur leurs caravanes, deux slogans affichés : « Stop au racisme et au fascisme » et « Nous voulons des places de stationnement ».

« Le stationnement, c'est le problème le plus important », répètent les hommes qui entourent Vaïda Voïvod III, le « roi des Gitans », président de la communauté mondiale gitane. En effet, la liberté de stationner conditionne tout. Celle de circuler, d'abord. Celle de travailler : « Quand on ne sait pas si on va pouvoir rester, on ne peut pas s'engager à faire un travail. » Celle d'étudier, parce que les enfants ne peuvent aller à l'école quand leurs parents doivent brutalement plier bagage. « Cela m'est arrivé de devoir partir trois fois dans la même journée. »

Pourtant, le droit est pour eux. Celui de s'arrêter librement, même quand il n'y a pas de terrains aménagés. Des arrêtés ministériels, des circulaires, ont tous réaffirmé ce principe. Mais les maires peuvent les interpréter comme ils le désirent, au nom de « la sécurité publique ». « Ce sont les élus qui sont responsables de la situation qui nous est faite, de la nature des contacts avec la population, explique Vaïda Voïvod. Tout commence avec l'accueil du maire. Et celui de la police municipale. Parfois, on veut nous chasser même s'il n'y a aucune plainte des riverains. »

Pourchassés, « pire que des bêtes », surtout en région parisienne où il n'existe qu'un petit camp aménagé à Argenteuil, les Roms citent en exemple des villes de province où des terrains de stationnement leur sont réservés, correctement équipés, parfois avec des écoles à l'intérieur des limites des camps. Comme à Orléans, Laval, Angoulême, Nantes et bien d'autres.

Ces cas sont rares. Trop souvent encore, des panneaux « Interdit aux nomades » ponctuent les campagnes et les villes françaises. « On nous interdit les campings. Si on achète un terrain, on ne peut pas y mettre plus de trois caravanes, on ne peut pas y vivre avec notre famille. Pourquoi nous ? Où est la loi ? Où est la justice ? »

De justice, il n'y en a guère, pour la nation Rom, en France. Le pays où les gitans sont le plus maltraités, si on excepte certains pays de l'Est où ils sont enfermés dans des réserves. « Mais là, on le sait à l'avance, qu'il n'y a pas de démocratie. Alors qu'ici ? » interroge Vaïda Voïvod. Son vrai nom est Ionel Rotaru. Il est peintre, poète. Il a écrit : « Oh, pauvre chien, on veut vous traiter comme des hommes et toi, pauvre Gitan, tu es condamné à vivre comme un chien. »

Avec un sourire, il rappelle qu'une grande partie d'entre eux ont le droit de vote, en tant que citoyens français. 600 000 Français sur 1,3 million de Rom qui vivent en France. Les autres sont souvent apatrides, armés seulement d'une carte d'identité délivrée par la communauté gitane. 20 % sont nomades, la plus grande partie marchands forains, les autres artisans, étameurs, ferronniers, vanniers. Tous les deux ans, ils font renouveler leur carnet de circulation. Et puis l'Etat les oublie, sauf pour leur demander de payer leurs impôts et de faire leur service militaire.

« On dit que quand les gitans arrivent, les Anglais ferment leur poulailler mais que les Français ferment leur cœur. Et c'est vrai. » Parfois, les Roms ne sont pas mal accueillis : « Ceux qui nous aiment bien nous laissent parfois plusieurs semaines stationner sur leurs terrains. Mais on ne peut pas forcer les gens à nous aimer... » Là intervient le racisme. Immonde et bête. Et les histoires de haines qu'il provoque. Ce jeune paysan dans la Vienne qui a assassiné gratuitement un gitan et son fils de quatorze ans, à coups de fusil. Il les a déshabillés, enterrés vivants. Il a caché la voiture sous une meule de foin. « Une haine pareille, c'est incroyable. »

Les Romanos ne sont pourtant pas bien exigeants. Ils demandent seulement des terrains, si possible viabilisés et pas trop mal placés. « Cela suffirait pour que tout le monde soit tranquille, pour que nous vivions en paix avec les sédentaires. » Les communes seules n'ont souvent pas les moyens d'engager ces dépenses et demandent l'aide de l'Etat. Peu d'argent, en comparaison avec les subventions versées depuis 1948 à des associations parasites comme la Commission interministérielle pour les nomades et les gens du voyage ou comme l'Association pour les études tziganes. Jamais un sou n'en est parvenu jusqu'aux intéressés. Un scandale que les gitans ont bien l'intention de dénoncer, preuves à l'appui.

Sur le papier à en-tête de la Communauté mondiale gitane est inscrite la devise « Liberté-Loyauté-Justice ». Vaïda Voïvod III sourit : « Chez nous, on la met en pratique. Pas comme chez vous où on se contente d'écrire « Liberté-Egalité-Fraternité », un point c'est tout. » ●

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
*Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

# Yves Gibeau: "Comment se débarrasser de la connerie militariste ?"

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

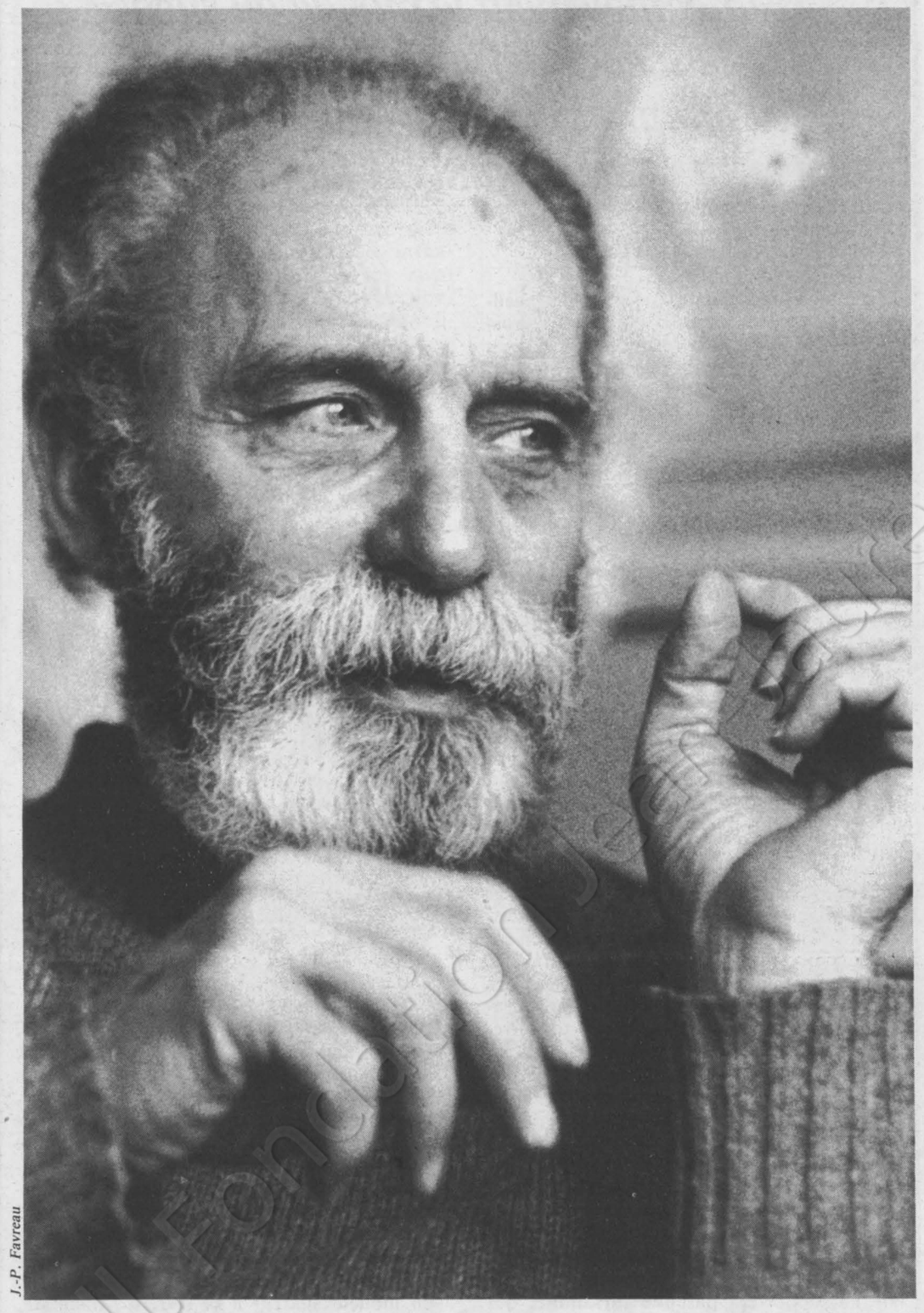
*J'EN connais qui larmoient sans cesse, blessés qu'ils sont dans leur petit chauvinisme culturel : « Ah ! Ce n'est pas en France qu'on ferait du cinéma politique comme en Italie ! » Ah bon ? Parce que Godard fait du cinéma à l'eau de rose ? Parce que Truffaut, Resnais et Costa-Gavras, pour ne citer qu'eux, n'ont aucun courage ? Parce que Boisset n'existe pas, peut-être ? Désolé de vous contredire, chers chatouilleux, mais l'hypertrophie du cocorico a rebours doit rendre aveugle ! Car, si vous ne le savez pas, et pour s'en tenir à son seul cas, Yves Boisset existe bien. Je l'ai rencontré parfois. Je l'ai croisé récemment. Lors d'une projection de son dernier long métrage : « Allons z'enfants ».*

*Encore un film coup de poing. Boisset est décidément un homme qui se choisit des « sparring-partners » bien dangereux. Un cinéaste qui ose traiter tous les sujets tabous sur lesquels l'ordre moral de la Ve République aimerait couler une chappe de silence. En 1972, il a porté à l'écran l'affaire Ben Barka dans « l'Attentat ». En 1973, la guerre d'Algérie dans « R.a.s. ». En 1975, le racisme ordinaire et quotidien dans « Dupont Lajoie ». En 1976, les relations entre la pègre et la police dans « le Shérif ». Aujourd'hui, avec « Allons z'enfants », il cloue l'armée au pilori. Il donne à voir un cancer de plus dont souffre la France mais dont elle ne détient pas l'exclusivité : la bêtise militaire, la bêtise dangereuse et assassine.*

*Des mômes, crânes rasés, tournant dans une cour de caserne comme des fauves matés dans la cage d'un cirque. Deux cents mômes claquant des galoches dans la neige et rythmant leur pas mécanique au son du refrain le plus débile qui soit : « Le pinard c'est de la vinasse... ». Ce n'est qu'un début. D'autres « gaîtés » les attendent : les coups, les brimades, les interdits, le bourrage de crâne guerrier, les ordres stupides, l'apprentissage de la soumission systématique... Cela se passe en 1936, dans une école d'enfants de troupe ; mais, cela pourrait se passer en 1981... En 1936, Simon Chalumot, placé là par un père ancien combattant et borné, fera tout pour fuir cet univers de répression et d'oppression : évasion, suicide... Il ne s'en échappera définitivement que pour aller se faire tuer au front, en 1939, en essayant de sauver un soldat allemand blessé.*

*Le film de Boisset est tiré du livre d'Yves Gibeau, « Allons z'enfants », dont la parution, au début des années cinquante, fit grand bruit. Le roman se vendit à plus de trois cent mille exemplaires. Sa lecture valut aux appelés d'Algérie qui osèrent le faire circuler quelques séjours au « trou ». Etienne Lalou fut un temps écarté de la radio pour avoir osé en parler avec chaleur. Aujourd'hui encore, il est interdit de le lire dans les casernes françaises. Boisset, lui, l'a lu alors qu'il n'avait qu'une quinzaine d'années. Il a aussitôt rêvé d'en faire un film. Il a mis plus de vingt-cinq ans à réaliser son rêve. Non sans difficultés : si Yves Boisset et Jean Carmet n'avaient pas investi leurs cachets dans la production, le film n'aurait pas vu le jour. Si Boisset n'avait pas rencontré un maire socialiste (celui de Chambéry, ancien objecteur de conscience) pour lui louer des bâtiments militaires achetés par la municipalité, l'armée française n'aurait sûrement pas prêté une caserne pour les besoins du tournage d'« Allons z'enfants »... Et tous ceux qui aiment à « casser du pacifiste », comme d'autres aimaient « casser du viet ou du felhouze », se seraient frottés les mains de plaisir.*

*Dans le livre et dans le film, le pacifiste, l'enfant qui n'aime pas la guerre et le dit à haute voix à la face des gradés, s'appelle Simon Chalumot. Dans la vie, il s'appelait Yves Gibeau. Comme son héros, il a vécu l'école des enfants de troupe et la guerre. Seule différence : dans le livre, Chalumot meurt ; dans la vie, Yves Gibeau en a réchappé et a pu témoigner. Gibeau n'est pas seulement l'auteur d'« Allons z'enfants » (Calmann-Lévy). Il a également*



J.-P. Favreau

*écrit : « le Grand Monôme », « ...Et la fête continue », « les Gros Sous », « la Ligne droite » et « La guerre, c'est la guerre ». Puis, il s'est tu, à l'aube des années soixante. Il a l'intention de s'y remettre... pour écrire sur son enfance. On saura donc bientôt ce que fut la prime jeunesse, avant qu'il n'aille croupir aux enfants de troupe, d'Yves Gibeau. Pardon, de Simon Chalumot.*

***« L'UNITE » : Un peu partout autour de vous, ici, dispersés dans votre maison de Montmorency, on trouve des objets et des affiches qui rappellent la guerre. Dans un coin, vous avez même constitué un véritable petit musée de guerre : des grenades, des fusils, des casques, des douilles, des gamelles, des boutons de capote... Bizarre, tout de même, cette fascination chez un écrivain qui a consacré l'essentiel de son œuvre à dénoncer la guerre et son bras séculier : l'armée...***

*YVES GIBEAU : Ce n'est pas une fascination morbide. Vous avez déjà vu des films de guerre ? Moi, j'ai vu la guerre. C'est un spectacle que je ne peux pas oublier, qui m'habite. Je suis né en Champagne pendant la Première Guerre mondiale. J'ai même été obligé de dormir, j'avais à peu près deux ans, dans des tranchées de la bataille de la Marne. J'ai rejoint en Pologne, à la fin du conflit de 14-18, avec ma mère, mon beau-père qui était alors dans l'armée de Weygand. J'ai passé des années dans des antichambres de la guerre : les écoles d'enfants de troupe. J'ai été « rappelé » pour la Seconde Guerre mondiale. J'ai fait la « drôle de guerre ». J'ai été fait prisonnier à Malo-les-Bains, près de Dunkerque. Je suis allé en captivité. Au total, j'ai passé près de treize ans en costume de guerre. Comment voulez-vous que j'oublie ?*



Sygma

**Yves Boisset pendant le tournage de « Allons z'enfants ».**

*Il suffit d'aller à Verdun. Là, sur douze kilomètres carrés, il tombait cent mille obus par jour. Là, on a retrouvé trois cent mille cadavres. Mais, il y en a encore cent mille qui n'ont jamais été exhumés ! Alors, quand je retrouve une balle, quand je retrouve un bouton de capote, quand je regarde un casque troué, derrière chacun de ces objets c'est un être humain que je vois : un vivant qui est mort à cause de la guerre. Je ne peux pas oublier, je ne veux pas oublier les souffrances, la mort. Je ne suis pas né antimilitariste. Mais chacun des objets que je collectionne témoigne pourquoi je le suis devenu.*

***— On dit que votre antimilitarisme a contaminé un de vos amis qui s'appelait Boris Vian. On dit que c'est un peu à cause de vous qu'il a écrit la chanson « le Déserteur ». Est-ce exact ?***

*— Boris était au moins aussi antimilitariste que moi. Il avait traduit les souvenirs du général Bradley qui s'intitulaient : « Mémoires d'un soldat ». Quand il dédicaçait un exemplaire à ses amis, il rayait un mot, le remplaçait par un autre et ça devenait : « Mémoires d'un conard ». Nous étions voisins boulevard de Clichy. C'est moi qui l'avais fait venir sur le même palier alors qu'il cherchait un appartement. Il a composé, c'est vrai, une chanson qui s'appelle « Allons z'enfants », comme mon livre. Quand j'écrivais ce roman, il me demandait souvent : « Alors, où en êtes-vous, Chalumot ? ». Et je crois que c'est l'histoire de Chalumot qui lui a fait écrire « le Déserteur ».*

***— Seriez-vous devenu écrivain si vous n'aviez pas rencontré des gens comme Boris Vian ou Albert Camus, qui a été votre rédacteur en chef à « Combat » ?***

*— J'avais déjà commencé à écrire, quand j'étais aux enfants de troupe. Des poèmes. Et j'étais toujours premier en français. J'ai toujours aimé écrire. J'ai pris ce goût en lisant. J'ai eu la chance d'avoir un grand-père qui avait une bibliothèque prodigieuse. C'est là que j'ai découvert Ponson du Terrail, Marcel Allain, Louis Noir, Aristide Bruant. C'est là que j'ai pu lire « Fantomas », « les Bas-Fonds de Paris ». J'ai eu accès à d'autres auteurs, à d'autres livres dans la bibliothèque de la petite école où je suis allé, dans le village d'Avaux, dans les Ardennes : Alphonse Daudet, Eugène Le Roy, Erckmann-Chatrian, « le Petit Chose », « Jacquou le Croquant », « Histoire d'un conscrit de 1813 ».*

*Mon beau-père était militaire. Mes parents ont déménagé trente fois. Parfois, notamment quand ils sont partis à Tombouctou, je ne les ai pas suivis. Mais, quand je vivais avec eux, l'enfant que j'étais a été très frappé par la boulimie de lecture de sa mère. Elle lisait tout et n'importe quoi, même des romans d'amour à vingt sous. Elle lisait même en mangeant. Je me souviens encore du plaisir qu'elle y prenait et qui se voyait à chaque instant sur*

***(suite en page 10)***

**Jean-Pierre Kalfon, Jean Carmet et Daniel Mesguish dans « Allons z'enfants ».**



Sygma

(suite de la page 9)

*son visage. J'ai attrapé cette passion familiale. Et c'est elle qui m'a conduit à écrire.*

***— Vous vous souvenez du premier livre que vous avez lu ?***

*— Oui. J'avais cinq ou six ans. C'était « Han d'Islande ». Et ce qui m'avait surtout marqué, c'était les noms propres inventés par Victor Hugo, des noms compliqués avec des h et des j partout. Mais ma lecture décisive, celle qui m'a le plus impressionné, c'est « Titi le moblot », l'histoire d'un enfant de la guerre de 1870 qui s'était engagé à quatorze-quinze ans. Une histoire de guerre, déjà...*

***— A treize ans et demi vous vous êtes retrouvé « encaserné » à l'école militaire des Andelys, dans l'Eure. Vous avez pu continuer à y lire librement ?***

*— Non, évidemment. Nous n'avions accès qu'à deux collections : la Bibliothèque Verte de chez Hachette et la collection Nelson. Mais nous n'avions pas le droit de lire en classe. Et nous avions peu de temps de libre : en dehors de la classe, il y avait les leçons à apprendre et les exercices militaires à faire. Il était difficile de trouver et le temps de lire et le lieu d'isolement nécessaire. Malgré tout, je lisais en cachette. Et, chaque fois que j'allais en permission, je rapportais des bouquins, des livres de Michel Zevaco surtout. Mais je n'en rapportais pas beaucoup ; j'avais peur de me les faire piquer par les sous-off.*

***— Dans « Allons z'enfants », Simon Chalumot rêve d'entrer dans le monde du cinéma. C'était aussi l'espoir d'Yves Gibeau quand il était enfant de troupe ?***

*— Aux enfants de troupe, nous étions tous fous de cinéma. Moi, j'avais dû voir mon premier film à l'âge de cinq ans. Je rêvais de devenir metteur en scène. A sept-huit ans, alors que j'allais à l'école au Perreux, j'avais vu « le Miracle des loups » de Raymond Bernard. Dans un dépôt d'ordures, derrière l'école, j'avais retrouvé un petit morceau de pellicule qui avait dû être jeté là après une cassure. Je me souviens que je montrais ce bout de film à tout le monde... Un autre film m'avait touché ; ma mère me l'avait emmené voir dans une Maison du peuple : « Titi, premier roi des gosses ». Et puis, dans le village de mon grand-père, dans le bistrot du pays, j'avais vu « Jim le harponneur », avec des effets de nuit verts, puisqu'à cette époque on teignait la pellicule... Ce qui fait que très vite je me suis mis à collectionner les journaux de cinéma et à découper les photos de cinéma. Ce qui fait que j'ai gambergé et que je me suis dit : « Un jour tu feras du cinéma. »*

***— Pourquoi n'en avez-vous pas fait ? Pourquoi vous êtes-vous mis à faire des livres ?***

*— J'aurais été incapable de mener les deux de front. Je ne me vois pas passer d'un livre à un scénario. Je ne suis pas un « homme de lettres » organisé qui peut se dire : « Bon, ce matin, j'écris deux pages de mon bouquin ; et, demain matin, je m'occuperai de mon scénario. » Mais j'avoue que j'ai essayé de faire du cinéma. Pour vivre et pour pénétrer le milieu, j'ai fait de la figuration. J'ai vite été écœuré par la mentalité de « fonctionnaires » des « frimants » (figurants en argot de métier). Et je me suis aperçu que ce cul-de-sac ne pouvait pas mener à la mise en scène. J'ai également voulu commencer une encyclopédie du cinéma ; Henri Langlois m'a mis une chambre à disposition à la Cinémathèque, avenue de Messine ; mais le projet est tombé à l'eau...*

*Parallèlement, j'ai été pris dans l'engrenage des livres. Un jour, un copain m'a dit : « En captivité, tu faisais ton journal. Pourquoi tu ne ferais pas un livre sur la captivité ? » J'ai répondu : « Oui, pourquoi pas ? Je vais essayer. » C'est comme ça que j'ai écrit « le Grand Monôme ». Ce n'était pas un livre transcendant. Il était plutôt mal écrit et un peu trop influencé par Céline à grand renfort de points d'exclamation. Mais il s'est bien vendu et il m'a valu la bourse Blumenthal, que Malraux avait déjà obtenue... Puis j'en ai fait un deuxième. Et l'écriture des livres m'a emporté...*

***— En écrivant vos romans, vous n'avez jamais pensé au cinéma ?***

*— Il y a dans mes livres, c'est exact, un côté visuel. Je ne suis pas très doué pour faire vivre les personnages de l'intérieur. Je suis plutôt fait pour les scènes dialoguées et les descriptions. Mais, je n'ai jamais pensé au cinéma en écrivant mes bouquins. Sauf pour « les Gros Sous ». Et ça ne m'a guère réussi ; puisque Lorenzi, Carné et Rouquier qui ont successivement pensé à une transposition cinématographique n'ont jamais réussi à en faire un film.*

*En fait, mon premier film, je viens de le faire par personne interposée : « Allons z'enfants » d'Yves Boisset.*

***— Le ton du film n'est-il pas un peu outrancier ? Boisset ne donne-t-il pas un visage caricatural de l'armée ?***

*— Je connais le refain. On me dit : « Les sous-off du film ne sont pas vraiment subtils ! » Je réponds : « Vous en connaissez, vous, des sous-off subtils ? » Des caricatures vivantes, comme celles du film, il y en a plein les casernes. Je suis retourné il y a quelque temps, avec ma femme et mes deux filles, à l'école militaire de Tulle, où j'avais vécu en 1932 et 1933. Nous sommes tombés sur un sous-officier aussi bouché et caricatural que le sergent Billotet dans le film de Boisset. Aux Andelys, l'autre jour, j'ai revu un type de ma promotion, un ancien enfant de troupe : il était la suffisance même. Non, le film n'exagère en rien. L'univers militaire, c'est autre chose que le défilé des gentils petits soldats sous le soleil du 14 juillet. L'univers militaire, c'est vraiment cette bêtise ambiante.*

*Certes, il y a des militaires qui échappent à cette règle de la bêtise : je pense au général de la Bollardière, à l'amiral Sanguinetti. Mais, les exceptions se comptent sur les doigts de la main. Ce qui est terrifiant avec les militaires c'est qu'ils sont tellement bêtes qu'on ne peut pas discuter avec eux. Ils ont choisi un métier doublement bête qui consiste à tuer et à être commandé. C'est-à-dire qu'ils ont renoncé définitivement à être libres et à choisir. Ils ne connaissent que le garde-à-vous et la hiérarchie. Un général de brigade peut dire à un général de division : « Vous êtes un con ! » Et l'autre de claquer les talons en approuvant : « Oui, mon général ! » Où est l'humanité là-dedans ? Einstein le disait très bien : « Un militaire n'a pas besoin de cerveau, une colonne vertébrale lui suffit. »*

***— Vous dites à peu près la même chose en exergue d'« Allons z'enfants »...***

*— Oui, je cite Lewis Mumford : « Heureusement pour l'humanité, l'armée a généralement été le refuge des esprits de troisième ordre. » A la limite, j'aurais pu ne pas écrire le livre et faire, page après page, des variations typographiques sur cette phrase, jusqu'à satiété. On va encore dire que j'exagère. On a aussi dit que Boisset exagérait avec « R.a.s. ». Pourtant, il y a bien eu, réellement, des bataillons disciplinaires dirigés par de vraies brutes sadiques. Pourtant, dans les écoles d'enfants de troupe, les brimades existent encore : des jeunes, qui y sont passés il n'y a pas si longtemps, me le racontaient l'autre jour aux Andelys. Pourtant, à Nouméa, récemment, trois soldats sont bien morts d'insolation à cause de la connerie des sous-off.*

*Je trouve scandaleux qu'en plus les militaires méprisent les civils. Sans les impôts payés par les civils de quoi vivraient-ils ? On berne l'opinion sur la mentalité réelle des militaires : ils ne s'engagent pas dans l'armée pour défendre la France ; ils s'engagent dans l'armée parce qu'ils ne savent rien faire d'autre et que la paye tombera tous les mois.*

***— Vous avez été journaliste. Pourquoi ne pas en avoir profité pour dire cela ?***

*— J'ai été journaliste spécialisé dans les spectacles parce que Camus a bien voulu accepter mon premier papier à « Combat ». En fait, j'aurais bien aimé être correspondant de guerre, aller au Vietnam par exemple, pour pouvoir dire ce que je pense de la guerre et de l'armée sur le terrain, sur des faits précis, autour d'événements ponctuels. Mais, je ne crois pas que j'aurais tenu le coup physiquement. Alors, je me suis contenté de dire ce que j'ai sur le cœur par le truchement du roman.*

***— Et, selon vous, c'est un moyen efficace ? Le cinéma n'est-il pas plus percutant ?***

*— Autrement dit : est-ce qu'avec un livre ou un film on peut faire quelque chose contre la connerie militariste ? Je crois que les gens qui vont voir le film de Boisset en prennent un sérieux coup ! Ils y voient comment on confisque son enfance à un gosse qui n'a rien demandé de tel, comment on l'envoie à la mort. Ils y entendent par deux fois cette phrase : « L'armée, c'est la dégoûtation de la France. » Ça les fait peut-être réfléchir, mais ça ne supprime pas l'armée ! On dit aussi que mon livre a servi à améliorer la vie des enfants de troupe, mais il n'a pas réussi à faire disparaître les écoles d'enfants de troupe. On ne peut donc pas dire qu'un livre ou un film puisse grand-chose contre l'armée...*

***— Il n'empêche que vous persistez et signez... dans l'antimilitarisme...***

*— Absolument. Je rêve d'un monde entièrement démilitarisé. Mais, je sais que je ne le verrai pas. Alors, je me soulage, je me libère la conscience. Je crie : « Mort aux cons ! » Tout en sachant bien que la masse reste convaincue que l'armée est un mal nécessaire. Moi, je suis convaincu du contraire. Alors, je le dis, je l'écris. Tout en me posant la question : « Mais comment se débarrasser de la connerie militariste ? »*

*Un jour où quelqu'un s'est écrié en sa présence : « Mort aux cons ! », de Gaulle a soupiré : « Vaste programme... »* ●

ESSAI

# Notre mer à tous

## *Pour que les océans ne soient pas irrémédiablement le monde du silence -le silence définitif de la mort-, des hommes comme Alain Bombard crient "Au secours". Il faut l'écouter*

PAR PIERRE CHARLOT



AVEC son grand sourire de bienveillance, qui se montre entre ses grosses moustaches et sa barbe ; avec son faux air d'Ulysse mâtiné de Socrate, Alain Bombard est un sage.

Sa sagesse, depuis bien des années, a comme objet de prédilection la mer, à laquelle il vient de dédier son dernier livre « l'Homme et la mer » (Fayard), citant, pour le faire sien, le vers de Baudelaire : « Homme libre, toujours tu chériras la mer. »

Cet amour, c'est en effet l'une des deux sources de sa sagesse (comment traiter de ce qu'on n'aime pas ?), la seconde source étant chez lui la science, grâce à laquelle on connaît l'objet de son amour au-delà des simples apparences.

Dans une amoureuse méditation sur ce que nous apprennent diverses disciplines sur nos origines, sur celles de la terre, il trace d'abord pour nous le fascinant tableau de la naissance de la vie en général, de notre vie en particulier, sur la planète Terre : magma à peine refroidi en surface, entièrement recouvert d'eau liquide ou gazeuse, la terre n'émergera pour former les continents que par suite de violents séismes. La première cellule, sous l'action de la lumière, se formera : premier être vivant. Puis la complication continue des organismes donnera les animaux à respiration mixte, puis à respiration terrestre, enfin l'homo erectus, l'homme debout, sur la terre émergée. Ce singe verra naître en lui la pensée : ce sera l'homme véritable, l'homo sapiens. Mais notre sérum physiologique, salé, attestera notre lointaine origine marine, de sorte que — Bombard le sait parce que, lui, il a quitté le cabinet du penseur pour le canot de l'expérimentateur — l'homme ne pourra boire que pendant quelques jours de l'eau de mer, en quantité limitée, en milieu salé modérément ; la cellule ne supportera pas une sursalinité, qui deviendra poison : Bombard cite en effet à plusieurs reprises le mot de Claude Bernard : « Tout est poison, rien n'est poison, tout est dans la dose. »

C'est que la mer, notre mère (sans jeu de mots) lointaine, est aussi une terrible force, lorsque le vent, ajouté à la houle, provoque la tempête. Aussi, pendant des siècles, les hommes se sont-ils risqués avec appréhension sur cette étincelante étendue d'eau quasi illimitée ; longtemps Phéniciens et Grecs n'ont pas osé renoncer au cabotage ; on navigue alors sans jamais perdre de vue la terre, où on pourra se réfugier en cas de mauvais temps, tactique que blâme d'ailleurs Bombard, en cas de très gros temps : mieux vaut, explique-t-il, faire alors face au vent et pointer vers le large que tenter de regagner la terre, où on aura bien peu de chances de rejoindre le port, et toutes les chances de se fracasser sur les récifs.

Malgré tous ces risques pourtant, de l'Antiquité au XVI[e] siècle, les hommes se sont ingéniés à naviguer toujours plus loin des côtes, toujours plus loin de leur point de départ, car la mer offre des routes commerciales : une des plus belles choses du monde, la navigation, est déjà viciée par l'argent, par le désir d'aller toujours plus loin chercher des matières premières au nez des concurrents ; et s'ils ne sont pas contents, on se battra sur mer, malgré les éléments déchaînés. Xerxès faisait fouetter la mer, qui ne lui livrait pas passage à son gré ; Napoléon était-il moins fou, qui disgraciait l'amiral Bruix ? Celui-ci avait déclaré impossible, au camp de Boulogne, un exercice de débarquement en pleine tempête. Tant pis ! cent hommes y ont laissé la vie ; et alors... ? pense le tyran.

Sommes-nous plus raisonnables ? Nous maîtrisons mieux l'art de descendre sous les eaux, grâce, ce qu'on ignore souvent, au physiologiste Paul Bert, qui n'était autre... que l'ardent défenseur de l'école publique aux débuts de la III[e] République. Certes nous connaissons mieux le fond des mers, ces herbages, les posidonies, qui en sont les prairies. Tirons-nous les leçons de notre savoir ? Malgré la lutte acharnée des Bombard, des Cousteau, les industriels déversent sur ces fonds des « boues rouges », matières inertes, produits chimiques mortels pour la faune et la flore. Ces Japonais que le cher Monsieur Barre nous propose en modèles jettent à la mer, à Minamata, du mercure, qui rend fous hommes et animaux. Leur ordonne-t-on de cesser ? Pensez-vous ? on prescrit aux habitants de la côte... de moins manger de poisson. Et Minamata continue, comme la Montedison, au nez et à la barbe de la justice qui se drape dans sa toge.

Mais le degré suprême de folie n'est pas encore atteint : le roi pétrole, le dieu pétrole, matière polluante, bio-dégradable avec une extrême lenteur, souille au contraire avec rapidité, lors des « marées noires », lors des accidents dans les recherches de pétrole offshore, lors des nettoyages de cuves illégaux : l'argent d'abord, la sécurité ensuite, si elle ne coûte pas trop cher.

Même raisonnement, si l'on peut dire, lorsque les centrales atomiques réchauffent les eaux des fleuves ou du littoral, bouleversant d'une façon imprévisible les climats ; et ce ne sera pourtant pas le moindre mal, si les accidents, les fuites, les déchets ne viennent pas irrémédiablement rendre radioactive la chaîne alimentaire.

Pendant ce temps-là, au large, des chaluts de plus en plus gros raclent le fond des mers, raflent tout ce qui nage, sans laisser d'espoir de survie aux alevins, aux réserves alimentaires de demain, tandis que Castro s'exclame : « Nous exportons du poisson pour obtenir des dollars, avec lesquels nous ne pourrons pas nous nourrir. » Et de brillants officiers, persuadés que la mer, demain, sera morte, préparent la guerre sur mer : là, au moins, plaident-ils, il n'y aura pas de population civile qu'on risque de tuer !

Alors, amoureux de l'homme, son frère, amoureux de la mer, son aïeule, Bombard crie au secours pour tous les deux, proclamant que seule une reprise en main de l'art de vivre, grâce au socialisme, sauvera ce qu'il est tout juste temps de sauver.

ROMAN

# La femme givrée

## *Dans "la Femme gelée", Annie Ernaux nous fait assister à la lente cristallisation d'une femme dans la solitude et la névrose*

PAR MICHELLE COQUILLAT

*« La femme gelée », par Annie Ernaux, Gallimard.*

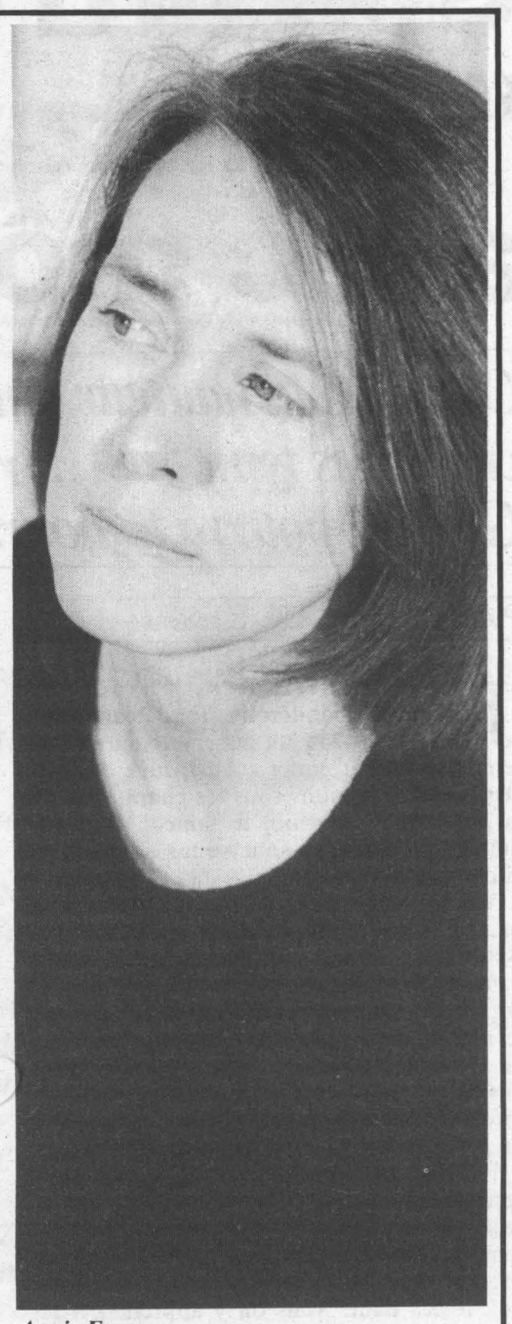
LA femme gelée dans les eaux glacées de la maternité. Certes. Mais aussi prise dans la terrible banquise de la froideur, de l'indifférence et de la supériorité masculines. La femme figée par le système qu'elle subit, et depuis toujours, l'enfance achevée, en hibernation. Air connu, dira-t-on. Oui. Mais certainement pas « trop » connu. Ce mal de vivre féminin qu'explore le roman de femme, cette difficulté d'être absolue que les femmes disent sans cesse avec l'espoir d'être entendues, car elles ne sont pas, elles, masochistes sur ce plan, célèbrent le retour à la pensée, à la conscience, d'être emprisonnés dans un conformisme si terrible qu'il est la mort.

Dans ce roman, deux parties : enfance et adolescence ; mariage et maternité. L'enfance est vive, créatrice, marquée par l'ambition de réussir et le non-conformisme. La petite fille n'a pas des parents comme les autres, ils se répartissent les tâches de la maison au gré de leurs goûts ou de leurs activités professionnelles et non pas suivant des traditions sexuelles : on voit le père faire la cuisine tandis que la mère sert à l'épicerie. Univers de femmes du peuple, actives, non conventionnelles, fortes et qui ne donnent pas à la fillette l'image aliénante de la femme exploitée ou inutile. Au contraire, un monde où la femme domine souvent des hommes chimériques et des matamores « démolisseurs de patrons quand ils sont bourrés ». « Le côté femmes, pour moi c'est autrement sérieux », et la féminité n'est ni une maladie ni une tare, c'est une chance.

Mais l'adolescence n'est guère vécue. L'activité de la fillette de plus en plus se dissout dans le rêve. L'image remplace la réalité : celle de l'homme, celle du mariage, celle du conformisme petit-bourgeois. Car la mère rêve pour sa fille d'une montée sociale et certes une grande partie de l'originalité du roman est là, dans la prise de conscience que c'est le monde bourgeois et la vie citadine qui enferment la femme en lui donnant une vie apparemment plus facile mais... gelée.

L'homme apparaît alors non pas comme la découverte d'une autre individualité mais comme la simple réalisation d'un rêve. C'est lui, en fait, qui n'existe pas. Il n'est qu'une partie d'un puzzle qui prend sa source dans les magazines dits féminins ou autres distributeurs de « belles images » et toute la deuxième partie du roman est dominée par le sentiment d'irréalité qui flotte autour de lui. Il est un schéma bourré d'idées toutes faites et s'il s'en accommode, la femme, elle, se met à en souffrir progressivement au point de ne plus pouvoir exister. Le pouponnage espéré n'est pas une prise sur la réalité mais une exclusion du monde qui se referme sur la femme comme un énorme piège. Déséquilibrée, elle espère alors réintégrer la vérité des choses et du monde par le travail. Mais être professeur quand on est mariée et mère de famille c'est aussi rêver son métier. Non pas le *faire*. C'est courir, c'est survoler, c'est ne pas participer à la vie du lycée, c'est abandonner l'activité syndicale aux hommes. C'est être flouée une fois encore. Devant une telle défaite, l'homme reste indifférent, parfois réprobateur.

Secouée d'angoisse et de questions, la femme d'Annie Ernaux va finalement assumer jusqu'à la lie sa condition de femme gelée. Et c'est sur la venue d'un second enfant vécue comme une défaite et d'un visage marqué déjà par l'âge que s'achève une histoire dont on n'est pas prêt d'oublier le ton. Certes il est dommage qu'elle soit vaincue, cette voix gouailleuse et entière qui exprime dans une langue familière, rocailleuse et revendicatrice le « non » puissant de la femme qui veut être présente au monde et que l'on momifie dans un cocon souvent trop séduisant. ●



*Annie Ernaux.*

THÉÂTRE

# Racine a toujours le dernier mot...

## *Il est vain de vouloir ruser avec Racine, le texte se défend toujours. Un "Britannicus" superbe et une "Phèdre" discutable le prouvent une fois de plus*

PAR MICHELLE COQUILLAT

*« Britannicus » de Racine, mise en scène Gildas Bourdet, au théâtre de l'Odéon. « Phèdre » de Racine, mise en scène de Jean Gillibert, au théâtre de la Cité internationale et en tournée.*

DEUX visions radicalement différentes de Racine, en ce moment à Paris : celle de Jean Gillibert, « Phèdre », et celle de Gildas Bourdet, « Britannicus ». C'est une véritable leçon de mise en scène que donne Gildas Bourdet, et l'on s'aperçoit clairement que, quand un metteur en scène cherche et trouve les principes des mouvements d'acteurs et d'inspiration de son décor dans le texte même de son auteur, peu importe alors l'interprétation qu'il veut en donner, peu importe les aberrations mêmes — si aberrations il y a — de sa conception psychologique ou morale de tel personnage, tout est acceptable, car tout devient logique.

C'est cette cohérence, mêlée à une intensité directe de la vision de l'œuvre, qui font de « Britannicus », enfin, un spectacle racinien exaltant. Certes, on peut ne pas être tout à fait d'accord avec ce Britannicus (Bruno Choel) sans nuance, un peu criard, mais plein de flamme, qui, cependant, dans son outrance un peu gauche restitue une jeunesse inhabile à la politique parce que trop fougueuse.

Certes surtout, on peut trouver critiquable cette Agrippine sanglotante et désarçonnée (Mariès Guitier), qui n'est plus implacable comme l'a voulue Racine, figure féminine castratrice et qui dans son projet de domination devient un monstre. Non, et c'est bien là encore une forme de misogynie. Les « lectures » des metteurs en scène modernes s'appliquent toutes à gommer le caractère sacrilège et dévastateur du dessein du personnage central féminin dans l'œuvre de Racine. Ils préfèrent trouver leur inspiration dans des visions plus romantiques de la femme, où elle apparaît faible, impuissante à se maîtriser, ignorante de soi, incohérente et pour tout dire souvent hystérique. Mais pour donner à cette terrible Agrippine racinienne un tel caractère, il faut surimposer au texte des mouvements qui le contredisent. Dans cette mise en scène d'une pureté admirable où l'intelligence de l'acte vient de l'analyse du texte, il y a donc une tache, visible : la fin, incongrue, où Agrippine se tortille de douleur, dans un paroxysme d'hystérie illogique, se traîne sur les genoux, halète de désespoir, est « femme », quoi. A quel degré de bêtise la phallocratie peut-elle amener un homme intelligent !

Il n'en reste pas moins, en vérité, qu'on a plaisir à discuter une interprétation quand on a vu une « œuvre », quand les acteurs et le metteur en scène ont réussi à faire passer chez le spectateur un véritable mouvement de la passion racinienne, quand enfin on a pu se laisser prendre à la force dramatique d'un décor étonnamment beau, de costumes somptueux et d'un enthousiasme qui redonnent à Racine la mesure de son génie totalement actuel.

C'est là le fait d'un metteur en scène véritable, presque toujours heureux dans ses choix et capable surtout de laisser parler Racine sans l'encombrer d'un appareil inutile. Il est d'ailleurs vain de chercher à ruser avec lui... Racine se défend. Le texte surnage toujours, malgré qu'on en ait ; et dans « Phèdre », en particulier, sa beauté défie tous les styles qu'on voudrait lui imposer. Non que Jean Gillibert torture en rien ce texte : il le restitue fidèlement, sans coupure et avec un grand souci de son rythme. Malheureusement, on a l'impression, parfois, qu'il utilise des recettes destinées à soutenir une parole qui n'en a nul besoin : la malheureuse Phèdre est transformée en pleureuse grecque, psalmodiant son désespoir et poussant des gémissements sur trois octaves (heureusement pas très longtemps), ce qui a pour seul effet visible de la désindividualiser complètement, voire même de la désincarner : tout de même le comble de l'aberration pour Phèdre ! Ce souci de donner aux personnages une réalité universelle est d'ailleurs sans doute le grand reproche que l'on puisse faire à une interprétation par ailleurs éclatante par moments.

Jean Gillibert incarne donc un Thésée totalement caricatural, déjeté, à la limite du grotesque, sans doute supposé représenter l'universelle dérision du héros et du demi-dieu bafoué, mais qui ne fait hélas que décharger le personnage de sa puissance tragique.

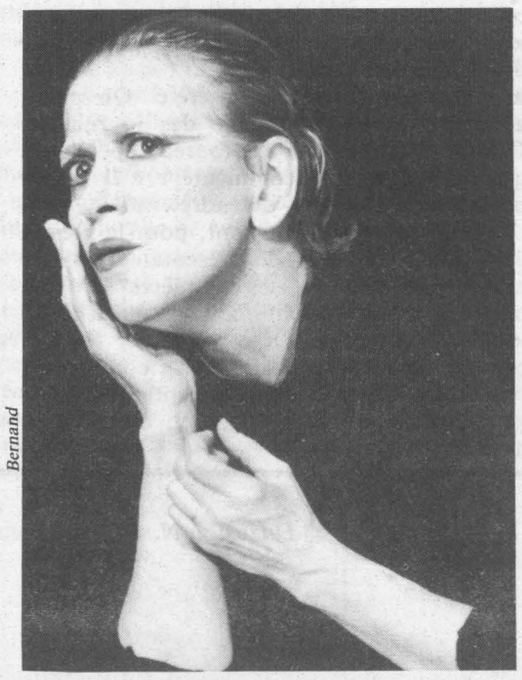
Peu nécessaires non plus, semble-t-il, ces accessoires encombrants qui distraient l'attention du texte. Tout d'abord le voile de Phèdre, immense écharpe d'or aux significations mystérieuses et au maniement acrobatique, dont Oenone se sert pour emmailloter comme une enfantine momie le pauvre Hippolyte terrorisé par les assauts de Phèdre. On a compris. Et puis l'épée très très phallique (Racine ne s'y était décidément pas trompé) qui passe de main en main, après avoir quitté celle d'Hippolyte, dans un jeu hasardeux et répétitif d'une gaucherie assez rare.

Malgré ce qu'il faut bien appeler des erreurs, puisque le public ne suit pas et rit, cette « Phèdre » a des moments d'éclat où le génie de Racine éblouit. Face à un Hippolyte assez terne, Josette Boulva est une Phèdre passionnée, belle et qui réussit souvent, malgré les encombrantes intentions dont son metteur en scène veut la surcharger, à être réellement charnelle. La scène de l'aveu à Oenone est d'une telle beauté formelle et d'une telle intensité dramatique qu'on aimerait entendre couler le texte sans maniérisme, parce que la voix est prenante et le mouvement, dans la longue robe japonaise conçue par T'ang, intelligent et sûr. Là entre en jeu, sans doute, l'angoisse de Jean Gillibert devant une pièce, dit-il « débattue et rebattue ». Il a tort de ne pas faire entièrement confiance à Racine, dont on a toujours pu dire qu'il était, face au baroquisme cornélien, le comble de la simplicité et de la pureté. ●



Bernard

*« Britannicus ».*



Bernard

*Josette Boulva dans « Phèdre ».*

# Giscard et les jeunes : "Voulez-vous bêtifier avec môa ?"

*Claque à la hauteur, mise en scène impeccable, sono à crever les tympans... rien à dire côté spectacle. Giscard pourra toujours se recycler dans le show-bizz*




PAR MICHELE KESPI

"J'AIME Giscard », proclame l'immense banderolle, fond blanc, lettres bleues, où un énorme cœur rouge remplace le mot aimer : on trouve de bien étranges déclarations sous les chapiteaux de la Porte de Pantin où, le samedi 28 mars, quinze mille jeunes sont venus soutenir le citoyen candidat.

Vendeurs de beignets, jeunes de sept à quinze ans appartenant à la fanfare de Reims, ballons bleu-blanc-rouge flottant dans le ciel, l'ambiance tient plus de la fête foraine que de la réunion politique. Depuis le matin, des cars venus de tous les coins de France déversent « les jeunes pour Giscard » : durant la campagne, on préfère cette appellation, jugée plus dynamique, à celle de « jeunes giscardiens ».

Peu de politique au programme pour cette après-midi de réjouissances. Le chapiteau où l'on débat de « la participation des jeunes à la vie publique » ne fait guère recette. Les discussions, il est vrai, ne volent pas haut. Mais on y apprend ce qui motive le soutien de la jeunesse au président. Un militant, à la tribune : « En 1974, Giscard était le plus jeune chef d'Etat d'Europe, cela m'a touché. » Un autre : « Giscard est le plus sensible aux problèmes de la jeunesse, il l'a montré en leur donnant le droit de vote à 18 ans. » En oubliant bien entendu que cette réforme, comme quelques autres, a été votée avec les voix de la gauche !

Mais dans l'ensemble, les participants préfèrent le grand chapiteau où, après une série de démonstrations sportives (judo, karaté, boxe...) on a le droit à un programme choisi représentant « la chanson française ». En fait, il s'agit surtout de chauffer la salle avant l'arrivée du candidat, prévue pour 18 heures. Sous l'immense chapiteau, où, sur les banderolles, le classique « Allez Giscard » voisine avec le décontracté « Vas-y Valéry », en passant par le sérieux « La République nous appelle », on subit d'abord Joël Prévost, « l'enfant du Nord », sage costume beige, écharpe rouge, venu susurrer : « Il y aura toujours des violons pour jouer des chansons d'amour... » Puis, l'animateur présente Alain Brice, avec qui il a passé une semaine cet été « mais, je vous rassure, en tout bien tout honneur ». Cette fine plaisanterie plaît, la salle rit beaucoup. Alain Brice, à l'inverse de son prédécesseur, est « in » : jeans, bottes de cow-boy et filet de cuir noir, il représente l'autre partie de la jeunesse giscardienne, qui, contrairement, à la légende, ne vient pas uniquement des beaux quartiers (même s'ils sont fortement représentés !). Il fait un tabac en chantant : « On passe notre temps dans des hamacs en fumant de drôles de tabacs... » Où va-t-on !

Il est maintenant 17 h 30. L'heure de passer aux choses sérieuses. Des militantes lancent aux participants de mystérieux petits paquets. Ce sont des cierges lumineux qu'il « ne faut pas allumer maintenant, s'égosille l'animateur. On les allumera quand le président sera là. Président jusqu'en 88 au moins ! » En attendant, « est-ce que ça va ? » demande-t-il. « Ouais » répond le cœur des jeunes. « Ça va vraiment bien ? » « Ouais... » On se croirait au guignol, sauf que la moyenne d'âge, vingt ans environ, est plus élevée qu'à ce genre de spectacle. Du grand guignol, quoi. Et ça ne fait que commencer. On nous annonce « un truc très important : dans un quart d'heure pile, Giscard sera là, sur cette scène. Alors, on va répéter ». Répéter quoi ? Eh bien il faut crier, avec la conviction voulue, « Allez Giscard, Allez la France ». « Entraînez-vous à le chanter », conseille le présentateur-répétiteur, ils se contentent d'attraper le rythme en battant des mains : difficile, sans doute de tout faire en même temps. Certains au contraire prennent de l'avance, tel ce militant, debout sur une chaise, les deux mains levées dessinant le « V » de victoire, qui a allumé plusieurs « cierges magiques » fixés sur son chapeau tricolore.

Petit à petit, sur un fond de musique disco, ça commence à swinger terrible. « Y a de l'ambiance », constate ravi un jeune militant d'une quinzaine d'années. C'est alors que les lumières s'éteignent. Une voix dramatique nous prévient « que le compte à rebours commence », tandis que l'on voit apparaître sur les écrans une immense « - 10 ».« Dans dix minutes, Valéry Giscard d'Estaing va vous parler. » Bien employées, ces dix minutes : une série de diapositives projetées, rythmées par le compte à rebours et de la musique rock, relatent les bienfaits du septennat. « - 9 »... La grande crise mondiale que d'autres pays n'ont pas toujours maîtrisée, la crise qui nous a tous atteints, mais qui, grâce au président, ne nous a pas ébranlés... » « - 7 »... La France a tenu, grâce à Valéry Giscard d'Estaing elle a su préparer l'avenir... Oui, elle est forte la France de Giscard. Elle respecte. Elle sait se faire respecter... » « - 4 » : photos champêtres, jeunes gens bronzés, idylles au bord de l'eau, et commentaires : « Nous sommes libres. Et d'abord libres de vivre... » « - 3 » Regardez-le vivre ce pays que le président a conduit pendant sept ans. » On regarde, et on voit des gens toujours bronzés, qui skient, jouent au tennis, font du jogging, etc. Rien que des sports populaires. Du chômage, pas un mot durant toute cette ode, comme si les Français passaient leur temps sur une planche à voile et non dans les bureaux de l'A.n.p.e. ! « - 1 ». La musique devient sobre, discrète. On peut admirer Giscard à la Une des journaux, Giscard travaillant à son bureau, pendant qu'une voix grave commente : « Il a su nous protéger et nous défendre... »

Lumière. « Et maintenant, pour le président, clame, lyrique, le présentateur, allumons par milliers les lumières de la liberté. » C'est du délire. C'est à qui tendra le plus haut son cierge magique. Après cette remarquable mise en condition, l'auditoire est prêt. Le président peut arriver. Il arrive, costume marron clair, chemise claire.

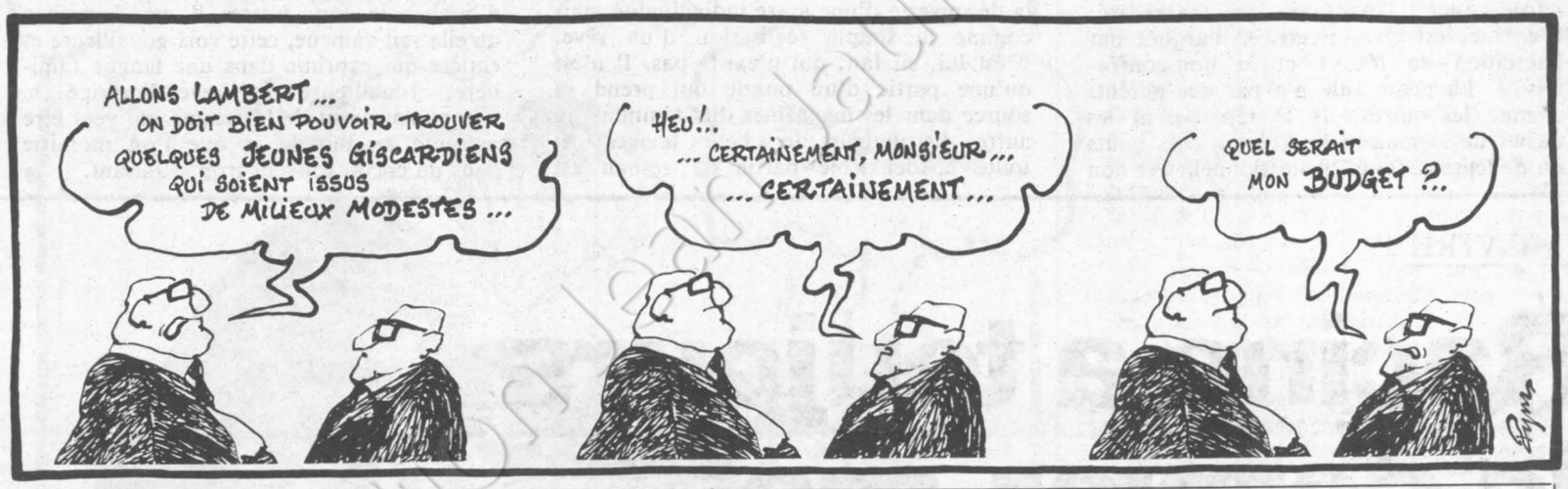
« J'ai décidé d'ouvrir avec vous ma campagne pour un septennat nouveau... car il sera dédié à l'avenir de la France, et l'avenir de la France c'est vous... » Délire, à nouveau. Des jeunes filles montent sur leur chaise pour photographier le candidat qui, confondant salle des ventes et politique, frappe trois coups de marteau avant de déclarer : « Ma campagne est ouverte... Je ne pense pas au passé : ce qui est fait est pris. » La salle, déjà, entonne « On a gagné, on a gagné », tandis que le président commence un discours d'une heure qui fera date dans les annales de la démagogie. « Au moment où beaucoup parlent aux adultes un langage pour enfants, je parlerai aux jeunes un langage d'adultes... Dans mon septennat nouveau, la priorité sera celle de la jeunesse... je m'engage à ce que soient offerts par priorité aux jeunes autant d'emplois et de postes de formation professionnelle qu'il arrivera de jeunes sur le marché du travail... » (qui parlait, il y a peu, de cette surenchère de promesses électorales ?).

Après un tel discours, le final est un triomphe. « Avant de nous quitter (Ooh, gémit la salle), mais avant de vous retrouver (Aah, frémissent les supporters), je veux vous remercier et vous demander votre soutien... Autrefois, c'étaient les adultes qui influençaient les jeunes. Aujourd'hui, ce sont les jeunes qui peuvent influencer les adultes. Je vous demande donc de convaincre autour de vous. »

« Allez, Giscard, Allez. » Là, les militants sont en voix. « J'y vais donc ! » lance le candidat, les mains levées, croisées au-dessus de sa tête, comme un boxeur sur le ring. Mais, avant, il veut faire un vœu : « Qu'il y ait dans cette salle deux futurs présidents de la République, un, si possible à cette tribune, et un autre — ou une autre — parmi vous. »

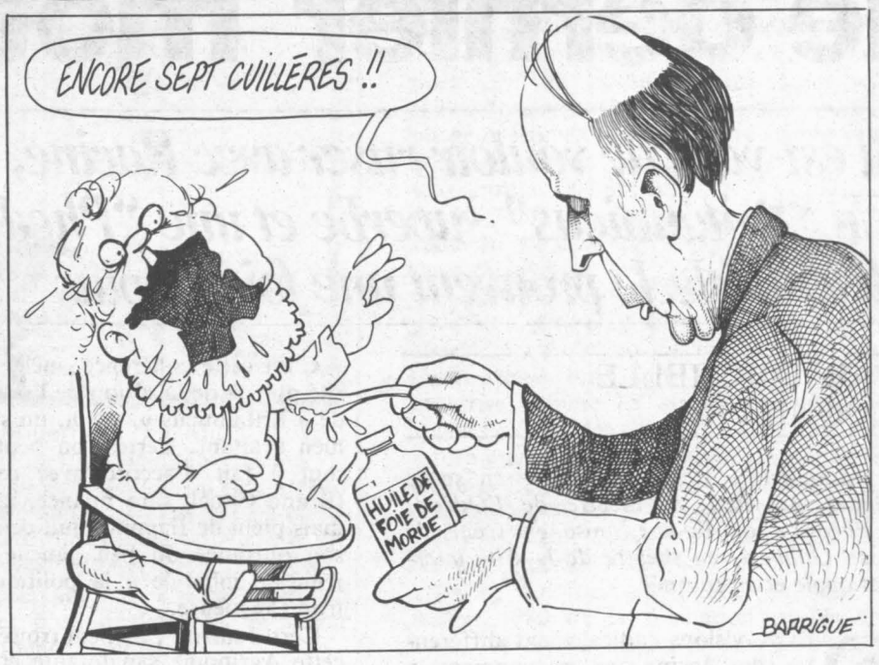
Le show est terminé. Il n'y manque même pas la petite fille venue embrasser le candidat. Giscard descend du « Forum de l'avenir » pour un bain de foule : il connaît le sens de l'organisation de ses jeunes, il sait qu'ils vont s'écarter pour qu'il passe serrer des mains... ce qui se produira dans une bousculade assez impressionnante, malgré les nombreux gardes du corps du président. Voilà ce que c'est de susciter l'enthousiasme !

Sur l'organisation de cet enthousiasme, rien à dire. Vraiment, c'était du beau travail. La claque était à la hauteur, presque aussi forte que la sono, c'est dire ! il y avait de quoi vous crever les tympans — la mise en scène était impeccable, le minutage parfait, l'éclairage aussi. A défaut d'autre chose, Giscard pourra toujours se recycler dans le show-bizz... ●




***La main tendue de Giscard aux jeunes vue par les dessinateurs de « l'Unité ».***




*Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325*